

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2271 - LUNDI 30 MARS 2015

Échéance 2016

Le dialogue ou le référendum ?



Clément Mierassa, président du PSDC (Opposition)

Une chose est certaine : la classe politique et la société civile congolaises sont toutes favorables à la tenue d'un dialogue national inclusif avant l'élection présidentielle de 2016. La question sur laquelle leurs vues divergent profondément porte sur l'ordre du jour de ces futures retrouvailles.

Pour la Majorité présidentielle et les partis du Centre, les Congolais devront, au cours de ce rendez-vous, débattre de toutes les questions, y compris celle liée aux institutions nationales, ce qui impliquera nécessairement un regard sur la Constitution du 20 janvier 2002 qu'ils trouvent dépassée.

L'opposition propose à son tour un ordre du jour spécialement tourné vers la révision de fond en comble de la gouvernance électorale, sans toucher à la Constitution, même si, là aussi, ses responsables disent leur intention, une fois au pouvoir, d'en réviser les articles qui, à leurs yeux, sont inadaptés.

On approche, peut-être, de l'hypothèse d'un référendum dont parlait le président de la République, lors de son message de fin d'année, au cas où le consensus faisait défaut chez les politiques. Mais, rien n'est encore joué.

Page 2 (Editorial)



Pierre Ngolo, Secrétaire général du PCT (Majorité présidentielle)

ÉLECTRICITÉ

Des hydroliennes pour alimenter les zones rurales

En vue de résoudre l'épineux problème d'approvisionnement des zones rurales en énergie électrique, Maguelone Loubelo, ingénieure, développe un projet permettant une production décentralisée d'électricité et adaptée aux besoins des villages où le taux d'électrification est jugé très faible.

Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, elle évoque le bien-fondé de ce procédé simple qui, commente-t-elle, permettra d'alimenter des centres de stockage des produits agricoles et de la pêche, mais aussi des unités de transformation à base de turbines flottantes.

« Ce premier test a pour but de valider ou de modifier certaines hypothèses de notre plan de financement de l'hydrolienne, avant de la diffuser dans d'autres lieux. Pour le projet pilote, nous avons estimé nos besoins à 250 000 euros », a-t-elle précisé.

Page 7

INFRASTRUCTURES

MagIndustries acquiert 300 hectares de terrain à Pointe-Noire

Le gouvernement vient de rendre disponibles 300 hectares de terrain à 15 km au nord-est de Pointe-Noire pour la construction d'un port moderne par la société MagIndustries, pour son

usine spécialisée dans la production d'engrais de potasse de classe mondiale.

Selon le président du conseil d'administration de MagIndustries, Simon Liang qui a vivement remercié les autorités congolaises, notamment le ministre des Affaires foncières, Pierre Mabiala, sa société ne baissera pas les bras, même dans un environnement financier difficile, pour faire avancer le projet avec l'appui d'autres partenaires.

Page 5

ÉDITORIAL

Calendrier

Page 2

COOPÉRATION

La BEI garantit la poursuite de ses investissements au Congo

Conformément à ses missions dont le financement à long terme de projets liés à l'amélioration des conditions de vie des populations et la dynamisation de l'activité économique, la Banque européenne d'investissement (BEI) se dit prête à poursuivre son engagement en République du Congo.

À l'occasion d'une conférence de presse ayant marqué la fin de sa mission de travail au Congo où la banque participe à la rénovation du port autonome de Pointe-Noire, le vice-président de cette institution de l'Union européenne, Pim Van Ballekom, a réitéré l'appui de la BEI au Congo :

« La BEI finance des inves-



Pim Van Ballekom au Centre, assisté de Catherine Collin, et Saskia de Lang

tissements en République du Congo depuis une cinquantaine d'années. En ma qualité de vice-président de la BEI, j'entends veiller à ce que nous ne manquions aucune occasion

de soutenir des investissements à long terme qui améliorent les conditions de vie et l'activité économique dans ce pays ».

Page 13

CENTRAFRIQUE

L'effectif de la Minusca augmenté de plus de mille hommes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, le 26 mars, de déployer 750 soldats et 280 policiers supplémentaires afin de renforcer l'action de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca). Ces hommes s'ajoutent aux 8000 autres déployés sur le terrain. Leur déploiement va permettre à la force onusienne, essentiellement concentrée en Centrafrique.

Page 11

ÉDITORIAL

Calendrier

Lentement, par petites touches, presque insensiblement donc, se précise le calendrier des événements à venir sur le plan politique. Certes, il est encore impossible d'avancer des dates étant donné la prudence avec laquelle progressent les plus hautes autorités de l'État, mais des signaux envoyés ici et là, l'on peut déduire que les trois grandes étapes du processus seront les suivantes.

Première étape : le dialogue national. Il est engagé de façon informelle depuis plusieurs mois et malgré les divergences de fond qu'il révèle, l'on peut imaginer sans grand risque de se tromper qu'il prendra une forme officielle dans les trois mois à venir. S'il est impossible de dire comment il s'organiserait, il est à peu près certain qu'il ne se limitera pas à la classe politique et permettra à la société civile tout entière d'exprimer ses attentes. Et, bien sûr, au cœur du débat figurera la question de la révision ou du changement de la Constitution par voie référendaire.

Deuxième étape : le référendum. Étant donné la cascade des événements qui se dérouleront au Congo dans les six mois, à venir – Festival panafricain de musique, Fête nationale, Jeux Africains pour ne citer qu'eux – les citoyens ne pourront être convoqués que dans les trois derniers mois de cette année 2015 ou au tout début de l'année 2016. Avec un point d'interrogation majeur qui est celui de la question posée aux électeurs : soit le principe du changement ou de la révision du texte fondamental qui serait ensuite soumis au Parlement réuni en Congrès, soit carrément les articles de la nouvelle Constitution.

Troisième étape : l'élection présidentielle. Elle suivra dans la foulée l'adoption ou le rejet de cette réforme de la gouvernance publique, inaugurant une période de transition dont les conditions auront, sans doute, été fixées lors du débat national. Que se passera-t-il alors ? Bien malin qui peut aujourd'hui le dire ou même, plus simplement, le déduire des propos que tient le Président de la République sur le sujet. Mieux vaut donc éviter de se lancer dans des spéculations qui pourraient se révéler contraires à la réalité et s'en tenir aux faits dont nous allons être les témoins.

Observons et attendons la suite des événements.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Le dernier hommage du PCT à François Adzabi

Les membres du secrétariat permanent du Parti congolais du travail (PCT) conduits par leur premier secrétaire, Pierre Ngolo, ont rendu le 27 mars au siège communal de ce parti à Brazzaville, un hommage déférent au membre du comité central, ancien député et préfet, François Adzabi, décédé le 16 mars dernier au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

Le chagrin était palpable sur les visages quand les membres du secrétariat permanent du PCT, sous la direction du secrétaire général dudit parti se sont inclinés devant la dépouille de leur «camarade.»

Né en 1951 à Okondo dans le district d'Ewo, département de la Cuvette-Ouest, François Adzabi débute ses études primaires en 1957 à l'école primaire de cette localité, et les poursuit à l'école primaire de Foura. En 1964, il obtient son Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) à l'école catholique d'Ewo. La même année, il satisfait au concours d'entrée au petit Séminaire de Makoua où il obtient

son Brevet d'études moyennes générales (BEMG) en juin 1968.

L'année suivante, il est admis au noviciat des frères de Saint Gabriel, puis au petit Séminaire de Mbamou dans le département du Pool. Pour convenances personnelles, il démissionne de cet établissement en 1970 et fréquente le Lycée Pierre Savorgnan de Brazza, où il obtient son baccalauréat série A4.

En 1973, il s'inscrit au centre d'enseignement supérieur de Brazzaville, qui deviendra, plus tard, l'Université Marien-Ngouabi. Il obtient sa licence ès lettres, option Philosophie, en 1976. Enseignant de philosophie, il se découvre une vocation de chercheur dans son domaine. Il déploie une activité féconde et diverse.

Au plan politique, il a occupé plusieurs fonctions au sein des départements du comité central du PCT.

C'est ainsi qu'en 1986, il est nommé, tour à tour, conseiller politique et socioculturel du secrétaire du comité central du PCT, chef du département de l'éducation, presse, propagande et information, puis directeur de cabinet en 1987. À la suite de la restructuration du secrétariat du comité central, il est

nommé, la même année, conseiller politique du membre du bureau politique, secrétaire du comité central, chef du département de l'organisation.

En 1991, pendant que le vent de l'Est soufflait sur le continent africain, François Adzabi est nommé attaché politique au cabinet du président de la République. En 1992, à l'issue des élections locales et législatives, il est élu conseiller municipal de la commune de Brazzaville et député de la quatrième circonscription électorale de l'arrondissement 6 Talangai.

À la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Pascal Lissouba, il est réélu député de la même circonscription. Le 16 Juillet 1997, François Adzabi est élu secrétaire du Bureau exécutif du conseil municipal de la ville de Brazzaville. Homme politique accompli, il est nommé le 1er janvier 1998, préfet de la région de la Cuvette-Ouest et le 7 février 2003, préfet du département de la Lékoumou, poste qu'il a occupé jusqu'au mois de janvier 2013. Il laisse une veuve et huit enfants. François Adzabi a été inhumé à Ewo son village natal.

Jean Jacques Koubemba

VIE DES PARTIS

La dynamique citoyenne « Po na Ekolo-Samu na Bwala » s'insurge contre les propos de Mathias Dzon

Au cours d'un point de presse qu'elle a tenu le 25 mars à Brazzaville, la dynamique citoyenne dénommée « Po na Ekolo-Samu na Bwala », plateforme associative luttant contre les antivaleurs, s'est insurgée contre les propos du président de l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD), Mathias Dzon. Ce dernier avait, le 20 mars dernier lors de sa conférence de presse, qualifié cette association de milice du pouvoir.

Dans son adresse à la presse, le coordonnateur général de cette structure, Elvis Okombi Tsalissan a martelé que la dynamique citoyenne « Po na Ekolo-Samu na Bwala » n'est pas et ne sera jamais une milice au service d'un quel-

conque pouvoir. Au contraire, a-t-il ajouté, elle est une dynamique qui se donne comme objectif, la sensibilisation des jeunes contre certains phénomènes de société du fait de l'irresponsabilité de certains acteurs politiques à savoir : le tribalisme, les violences, les pillages, la corruption et surtout la manipulation.

« À tous ces acteurs politiques qui pensent que le moment est venu pour utiliser les jeunes à leur faveur, la dynamique citoyenne « Po na Ekolo-Samu na Bwala » leur dit non. La dynamique n'a pas la mémoire sélective », a renchéri ce dernier. Il a, à cet effet, appelé les jeunes de tout le Congo à renoncer définitivement à la violence, à doubler de vigilance, à dénoncer la corruption, le tribalisme, les pillages, sous

toutes ses formes mais surtout à dire « Nous n'acceptons plus d'être manipulés. Po na Ekolo est pour la paix et non pour la violence ».

Aujourd'hui, la dynamique, « Po na Ekolo » s'active à mettre ses points focaux dans les douze départements du Congo. Elvis Okombi Tsalissan a enfin rappelé à l'opinion qu'en prenant l'option de la démocratie pluraliste comme mode de gouvernance politique, le Congo a tourné la page des années d'intrigue. La démocratie, a-t-il fait savoir, est non seulement un ensemble de règles mais surtout une culture, un comportement et des valeurs. Et lorsque ces fondamentaux et ces valeurs ne sont pas respectés, la société sombre dans les déviations, l'anarchie et le chaos.

J.J.K.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
 Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
 Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
 Assistante : Leslie Kanga
 Photothèque : Sandra Ignamout
 Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
 Secrétaire des rédactions adjoint :
 Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
 Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
 Thierry Nougou
 Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
 Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou
 Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
 Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
 Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
 Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
 Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
 Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
 Commercial : Mélaïne Eta
 Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
 Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
 Chef d'Agence : Nana Londole
 Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
 Coordinateur : Alain Diasso
 Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
 Sports : Martin Enyimo
 Relations publiques : Adrienne Londole
 Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
 Comptabilité et administration : Lukombo
 Caisse : Blandine Kapinga
 Distribution et vente : Jean Lesly Goga
 Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
 Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
 Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
 Adjoint à la direction : Christian Balende
 Coordination : Rose-Marie Bouboutou
 Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
 Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
 Secrétariat : Armelle Mounzeo
 Chef de service : Abira Kiobi
 Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
 Personnel et paie : Martial Mombongo
 Stocks : Arcade Bikondi
 Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
 Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
 Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
 Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
 Assistante de direction : Sylvia Addhas
 Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
 Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
 Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
 Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
 Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
 Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
 Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
 Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
 Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
 Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
 Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
 www.lesdepêchesdebrazzaville.com
 Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
 Président : Jean-Paul Pigasse
 Directrice générale : Bénédicte de Capèle
 Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONFÉRENCE-DÉBAT

Quel impact pour l'innovation sur le numérique ?

Les technologies du numérique se présentent comme un secteur transversal. Conscients de leurs enjeux pour le développement, quelques acteurs de ce secteur échantent autour du thème : « Impact de l'innovation dans la transformation numérique », à l'initiative de la 2^{ème} édition de l'IT forum Congo.

Le numérique, un secteur de croissance

Selon l'union internationale des télécommunications, le Congo a gagné 11 places en une année

curus scolaire. Une disposition qui pourrait régler les problèmes de pléthore des apprenants et contribuer à la modernisation des infrastructures éducatives et de formation.

Un autre exemple concerne l'utilisation du téléphone comme porte-monnaie. « Aujourd'hui, l'innovation naît le plus souvent des besoins, aidée en cela, entre autres, par les technologies numériques qui permettent à chacun non seulement de s'informer plus facilement, par la connectivité qu'elles apportent mais aussi à travers le partage, le stockage, l'archivage et la circulation plus rapides plus aisées, plus accessibles des informations », a résumé le parrain du forum qui a dit être le porte-parole auprès de ses collègues. On retient que les gouvernants devraient créer les conditions de financement et de formation.

Au sein de son ministère le ton est déjà donné à travers des réformes engagées. Il a cité la création de l'Agence nationale de promotion de l'innovation ; de l'institut de recherche en sciences de l'ingénieur, de l'innovation et de la technologie ; du fonds de développement de la science et de la technologie.

L'état de lieux du numérique au Congo

Nonobstant, tous les avantages que peut apporter le numérique, le secteur connaît quelques difficultés. Il est constaté que l'utilisateur final ne bénéficie pas encore d'un service internet de bonne qualité et à un coût moindre.

À ce sujet, depuis ces quatre dernières années, le gouvernement a investi près de 250 millions de dollars démontrant une volonté politique de développer le secteur. Quelques experts ont souligné la nécessité d'une vraie réflexion de la part du gouvernement car plusieurs défis sont à relever. Ils suggèrent de trouver un meilleur mécanisme de taxation ; une culture numérique à développer, etc.

Ces échanges n'ont pas bénéficié de la présence des représentants du ministère des Postes et télécommunications et de l'Agence de régulation des postes et communication électronique. Le forum a été organisé par Cio mag avec pour but d'interpeller sur la valeur ajoutée que permettent les technologies du numérique et leur inclusion sociale.

Nancy France Loutoumba



Les participants, photo Adiac

« L'innovation et les technologies numériques sont indissociables, piliers essentiels des transformations structurelles et mentales, seuls capables de générer des perspectives nouvelles pour nos pays en général et pour notre jeunesse en particulier », a énoncé le ministre de la Recherche scien-

tifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua, parrain du forum. Il a signifié que le numérique est le meilleur accélérateur du progrès et qu'il est temps de favoriser la promotion combinée et simultanée de l'innovation et des technologies numériques.

sur les usages des technologies numériques. Bruno Jean Richard Itoua invite à maintenir le cap et aussi à amplifier les efforts sur les opportunités que présente le couple Innovation et technologies numériques. Dans le domaine éducatif, l'orateur insiste pour un accès généralisé à Internet à tous les niveaux du

LE FAIT DU JOUR

Constitution : coups de gueule et de coeur de Gabriel Entcha-Ebia

Plusieurs fois ministre, Gabriel Entcha-Ebia, magistrat hors classe, assume actuellement les fonctions d'ambassadeur de la République du Congo auprès de la République Centrafricaine. Il vient de publier aux Éditions Hémar, dans la Collection « Libre propos », un petit bouquin de poche, de quelques quarante-trois pages, intitulé : « Le moment de choisir : la parole au peuple souverain ». Auriez-vous des doutes sur l'actualité développée dans cet opuscule ? Eh bien, elle porte sur la Constitution du 20 janvier 2002. Visiblement, les intellectuels ont emmanché leurs plumes !

Dans « Le moment de choisir », Gabriel Entcha-Ebia accroche les pourfendeurs de toute idée de revenir sur la loi fondamentale qui régit le Congo. « Arrêtez vos logorrhées ! On vous connaît. Le peuple n'a pas oublié le temps où vous transformiez vos maisons en banque. Demain, une fois que vous seriez hissés à la

magistrature suprême, le Trésor public élira domicile dans vos maisons. Tous les petits du coin envahiront la fonction publique sous le couvert de décisionnaires, comme par le passé. Nous aussi, nous connaissons vos méthodes, assises essentiellement sur le tribalisme. Alors ça suffit ! ».

Pour comprendre cette diatribe de l'ancien ministre, il faudrait, peut-être, recourir aux librairies, retrouver ses « 800 jours au ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'État ». Un ouvrage paru, en 2009, chez le même éditeur, dans lequel Gabriel Entcha-Ebia démontre, chiffres à l'appui, comment des recrutements anarchiques avaient pollué l'administration publique à l'initiative de certains de ses collègues.

À l'opposé de ce coup de gueule, contre lequel des réactions pourraient venir de toutes parts, car il cible un certain nombre de pratiques condamnables vécues

dans un passé récent ainsi que leurs auteurs présumés, Gabriel Entcha-Ebia est apologétique à l'égard de l'action du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. En poste dans un pays déchiré par des rivalités politiques fratricides entre ex-Séléka et anti-balakas, il note qu'il n'y a pas lieu pour le Congo qui a connu pire les décennies antérieures de rouvrir le cycle des violences.

Mais il se veut « clair » et l'écrit noir sur blanc, expliquant que pour lui, « il faut poser le problème sans ambiguïté et dans des termes simples de telle sorte que chaque citoyen puisse comprendre, prendre position, et décider. Il s'agit de permettre au président Denis Sassou N'Guesso de continuer l'œuvre d'édification du Congo qu'il a commencée et dont les réalisations sont visibles ».

Sur plusieurs pages, Gabriel Entcha-Ebia énumère ces réalisations les unes après les autres. Ce débat constitutionnel, que

d'autres voix posent en termes juridiques, lui, il l'aborde en termes politiques et de ce fait, prend à contre-pied ceux du bord favorable au changement de la Constitution du 20 janvier, qui n'ont pas jusque-là défendu cette démarche avec les mêmes mots. Peut-être sera-ce, dans les jours à venir, un nouvel angle, une nouvelle donne de ce débat qui ne cesse de diviser la classe politique congolaise.

Ce texte qui ressemble à une lettre ouverte, puisque l'auteur signe en dernière page « Bangui, le 27 juillet 2014 », le dépôt légal remontant à février 2015 ; ce texte, parions-le sans frais, soulèvera probablement de nombreuses réactions. Et le magistrat en est conscient qui épilogue : « En écrivant ces lignes, nous avons agi avec suffisamment d'audace. Nous heurterons certainement beaucoup de susceptibilités... Peu importe !, se console-t-il. »

Gankama N'Siah

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES
COMPTES PUBLICS



COMMUNIQUE

EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRÉSOR ASSIMILABLES DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS À SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC AU TITRE DE L'ANNÉE 2015

Dans le cadre du financement du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016, l'Etat Gabonais prévoit d'émettre, sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) pour un montant maximum de 30 milliards de FCFA. Ces emprunts, conformes à la stratégie d'endettement de l'année en cours, respectent la limite du plafond d'endettement intérieur autorisée par le Parlement dans la loi de finance 2015.

Les opérations de levée de fonds se dérouleront sur la période d'avril à décembre 2015, à travers trois (3) à quatre (4) émissions d'OTA. La première est prévue pour le 08 avril 2015, avec une période de souscription allant de la date de diffusion du présent communiqué jusqu'au 07 avril 2015.

Les ressources mobilisées par l'Etat Gabonais lors de ces différentes opérations sont destinées au financement partiel de la mise en œuvre du programme routier national et du renforcement de la capacité de production d'eau de l'usine de Ntoun.

Les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers désireux d'acquérir les titres émis par la République Gabonaise et de soutenir son développement sont invités à se rapprocher des établissements bancaires agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENTS	ADRESSES
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance BP 11834 Yaoundé (Cameroun)
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté BP 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt BP 700 Yaoundé (Cameroun)
STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	1143 Boulevard de la Liberté BP 1784 Douala (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap BP 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté BP 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)
COMMERCIAL BANK CENTRAFRIQUE	Rue de Brazzaville BP 59 Bangui (Centrafrique)
CAISSE COMMUNE D'ÉPARGNE ET D'INVESTISSEMENT DE LA GUINEE EQUATORIALE	Calle del Presidente Nasser Apdo 428 Malabo (Guinée Equatoriale)

Fait à Libreville, le 16 MARS 2015

P. Le Ministre de l'Économie, de la Promotion
des Investissements et de la Prospective
P.O. Le Ministre Délégué

Marie Julie BILOGO-BI-NZENDONG

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

Christian MAGNAGNA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Quand le Parlement ressemble à un club de vieux mâles blancs et bourgeois ne représentant même pas 50 % du corps électoral, comment débattre des réformes de structure nécessaires, inventer les solutions d'avenir, être à l'écoute de la «société réelle»? »

Bastien François, Directeur du département de science politique de la Sorbonne, L'Humanité, 27 mars 2015

« Le principal obstacle à l'établissement d'une démocratie participative n'est cependant pas technique : il est culturel. »

Arthur de Grave, connector OuiShare Paris et rédacteur en chef du magazine Ouishare Mag, La Tribune, 21 mars 2015

« Le développement, ce n'est pas la croissance ! Or, nous avons jusqu'ici opté pour des politiques de croissance qui ne font pas le développement...il faut que cette vision d'avenir soit partagée par tous et non par une minorité. »

Alioune Sall, économiste et politologue, directeur de l'institut des Futurs africains (Prétoria), African business, avril-mai 2015

« La rumeur est une tumeur qui ronge ceux qui la propagent ! »

Maxime Kaboré, président du Parti indépendant du Burkina (PIB), l'Observateur Paalga, 19 mars 2015

DOMAINE PUBLIC

Le Congo offre 300 hectares à MagIndustries pour la construction d'un port moderne à Pointe-Noire

Le président du conseil d'administration de cette société chinoise, Simon Liang, qui est à la tête d'une forte délégation, est allé remercier le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Pierre Mabilia, le 26 mars et l'a rassuré de la volonté de MagIndustries quant à la finalisation du projet.

Dans le but de concrétiser le projet de Potasse Mengo, situé à 15 km au nord-est de la ville océane Pointe-Noire, dont le permis d'exploitation a été accordé le 3 avril 2008 à la société MagMinerals Potasses Congo SA, le gouvernement a octroyé un terrain de 300 hectares pour la construction d'un port moderne. Le but étant d'étendre le port autonome de Pointe-Noire. « Pour faire l'extension, il faut qu'il y ait de l'espace, c'est pour cela que nous avons tout fait pour leur trouver de l'espace d'une superficie de 300 hectares pour la construction d'un port moderne pour l'exploitation et le transport de leur minerai vers l'étranger. Ils sont venus me voir pour regarder comment finaliser le processus

d'acquisition de la terre que nous avons commencé et qui tend maintenant vers la fin parce qu'ils ont déjà commencé avec les travaux », a expliqué le ministre Pierre Mabilia, précisant aussi que l'objectif est de faire connaître au monde que le Congo est un pays producteur de potasse. Le président du conseil d'administration de MagIndustries et sa délégation dans laquelle figurait l'ancien ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Li Shuli, a également informé le ministre des nouveaux partenaires qu'ils ont trouvé. « Même dans un environnement difficile aujourd'hui, nous n'avons pas baissé les bras, nous avons continué, surtout à essayer de réunir nos forces, pour faire avancer le projet. Nous sommes venus remercier le ministre et l'assurer qu'en tant que société privée chinoise, toute seule, nous n'avons pas de force pour tenir tête, c'est pourquoi nous avons emmené d'autres partenaires aussi chinois pour concrétiser ce projet », a expliqué Simon Liang à sa sor-

tie d'audience. Selon le ministre des Affaires foncières, le projet évolue, parce que la société chinoise a déjà construit des logements et bien d'autres structures. Les travaux de construction de la base vie entre Mengo et Pointe-Noire ont d'ailleurs, démarré. « Il nous faut soutenir ce projet important qui va générer de nombreux emplois directs et indirects au bénéfice des jeunes », a conclu Pierre Mabilia.

Rappelons que cette délégation a été reçue 24 heures avant par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, où elle a présenté l'état d'avancement du projet. Le président du conseil d'administration de MagIndustries a également fait part de sa vision pour son développement futur, tout en réaffirmant son intérêt à participer à l'industrialisation et à la diversification économique du Congo. Le projet de Potasse Mengo en cours de développement en République du Congo prévoit une capacité de production annuelle initiale de 1.2 million de tonnes de potasse.

Parfait Wilfried Douniama

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Un intérêt particulier pour l'artisanat minier

Le programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a signé le 24 Mars, le plan de travail annuel (PTA) qui sera mis en œuvre au sein du ministère des Mines et de la géologie. Un accent particulier sera mis sur l'artisanat minier.

Le représentant du Pnud, Antony Ohemeng Boamah, a paraphé le document avec le ministre de tutelle, Pierre Oba. Les deux ont souligné la nécessité d'encadrer toute activité minière qui fait appel à la main et ne nécessite pas une industrie lourde.

« Nous comptons accompagner l'artisanat minier; essayer de l'encadrer pour respecter les normes environnementales, sociales, écono-

miques ; aider à la création d'emplois et rendre concrète la diversification de l'économie congolaise, pour que nous contribuions à l'épanouissement de l'économie congolaise », tel a résumé Antony Ohemeng Boamah, l'objectif du PTA 2015 avec le ministre des Mines. L'artisanat minier concerne les orpailleurs, ceux qui sont dans le diamant, une toute petite industrie de casse. À travers la collaboration du Pnud, tous ces gens seront recensés ; ils devront déclarer leur production réelle ; ils seront sensibilisés aux différents produits dangereux habituellement utilisés et aussi bénéficieront d'informa-

tions de méthodologie de travail. À terme, il est question de les organiser en coopérative.

« Nous travaillons en parfaite symbiose avec des résultats probants. Cette année nous allons recevoir une délégation du processus de Kimberley, qui lui-même met un accent particulier sur l'artisanat minier. Cette activité tombe à pic car elle nous accompagnera lorsque nous serons en face de la délégation. Nous irons sur le terrain où se déroule cette activité dans l'objectif du recul de la pauvreté en zone rurale à travers la création d'emplois, la croissance », a conclu Pierre Oba.

Nancy France Loutoumba



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIÈRE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	7 au 9 avril 2015
Gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) : outils et pratiques	5 jours	13 au 17 avril 2015
Pratiquer l'audit qualité des fournisseurs	4 jours	20 au 24 avril 2015
La réglementation nationale et internationale des transports	4 jours	28 au 30 avril 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA BANQUE NATIONALE DU CANADA ET AMETHIS FINANCE ACQUIÈRENT UNE PARTICIPATION DANS LE GROUPE FINANCIER AFRICAIN NSIA

Abidjan, le 25 mars 2015 – NSIA annonce aujourd'hui l'acquisition d'une participation dans son capital, par la Banque Nationale du Canada un des plus importants groupes financiers canadiens et Amethis Finance, un fonds de placement privé spécialisé dans les investissements sur le continent africain.

La transaction vise l'acquisition par la Banque Nationale et Amethis Finance, de la participation détenue par la société d'investissement Emerging Capital Partners (États-Unis) dans NSIA. La part de la Banque Nationale s'élève à 20,9 % et celle d'Amethis Finance à 5,4 %. La transaction devrait être conclue dans la période de Mai à Juillet 2015, après l'obtention des approbations réglementaires.

Forte d'un actif de 214 milliards de dollars au 31 janvier 2015, la Banque Nationale du Canada (www.bnc.ca) avec ses filiales, forme un des plus importants groupes financiers intégrés canadiens. Elle emploie plus de 20.000 personnes et ses titres sont cotés à la bourse de Toronto.

Véhicule d'investissement destiné au continent africain, Amethis Finance dispose, depuis sa première levée de fonds en décembre 2012, d'une capacité d'investissement de 530 millions de dollars et son ambition est de tirer profit du potentiel offert par les institutions financières en Afrique sub-saharienne.

Cet investissement traduit la confiance que la Banque Nationale du Canada et Amethis portent au Groupe NSIA dont l'ambition affirmée dans son projet de société est de devenir un des groupes financiers de référence en Afrique, géré selon les normes et standards internationaux.

« NSIA possède une feuille de route remarquable, grâce au leadership de son fondateur, Jean Kacou Diagou, et à une approche rigoureuse du développement des affaires, année après année, a déclaré Louis Vachon, président et chef de la direction de la Banque Nationale. Nous sommes convaincus que l'expertise de NSIA, combinée aux compétences et au réseau d'affaires d'Amethis Finance en Afrique, seront à la source d'une création de valeur distinctive pour la Banque Nationale. »

Pour le Président Jean Kacou Diagou " Nous nous réjouissons de ce partenariat avec la BNC et Amethis dont le projet de développement en Afrique, la solidité financière et les exigences d'éthique et de gouvernance rencontrent notre pleine adhésion. Il s'agit d'une alliance de long terme guidée par le souci de créer de la valeur pour nos deux institutions et de servir le développement économique du continent africain.

Le Groupe NSIA peut poursuivre en toute sérénité son développement en Afrique, basé sur le concept de la Bancassurance."

À propos de NSIA Participations

NSIA Participations est un groupe de services financiers qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances. Créé en 1995, il jouit d'une diversification géographique enviable avec un réseau de filiales et de succursales au Bénin, au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria, au Sénégal et au Togo. il compte plus de 1 500 employés, auxquels s'ajoutent 1 500 agents d'assurance et environ 500 courtiers d'assurance.

JANINE BÉNÉDICTE DIAGOU
Directeur Général Adjoint
NSIA Participations
Tél.: (225) 20 31 98 15

MARIE-THÉRÈSE BOUA N'GUESSAN
Directeur RH et Communication
NSIA Participations
Tél.: (225) 20 31 98 25

ÉLECTRICITÉ

Maguelone Loubelo souhaite : « voir la première hydrolienne flotter en 2015 »

C'est à Loubassa, un village de l'île Mbamou, à proximité de Brazzaville, que Maguelone Loubelo, ingénieure de formation propose une production décentralisée d'électricité et adaptée aux besoins des villages. Elle est en quête de financement et des technologies robustes. Elle explique son projet de développement dans cette interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes l'initiatrice d'un projet sur les hydroliennes sur le fleuve Congo. À quoi vont-elles servir ?

Maguelone Loubelo : Les hydroliennes sont destinées à produire de l'électricité en zone rurale, pour des villages situés au bord des fleuves et rivières où la vitesse du courant est suffisante. Avec les modèles actuels d'hydroliennes, il faut que l'eau se déplace à une vitesse qui varie

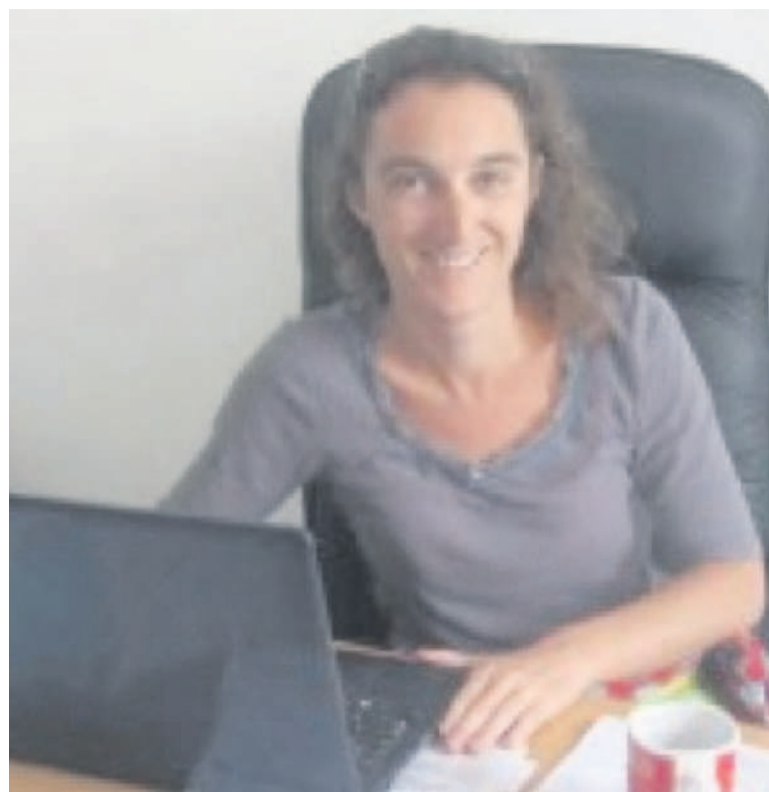
entre 1,5 mètres et 2,5 mètres par seconde. Le principe est simple : une turbine est placée dans l'eau, la vitesse de l'eau permet de faire tourner la turbine, et l'énergie mécanique est transformée en énergie électrique. Une fois installée, ça pourrait ressembler à un petit bateau amarré à côté du village et, qui enverrait l'électricité vers le village, via un câble.

LDB : Quelles sont vos motivations pour un tel projet ?

ML : Par ce projet, nous souhaitons contribuer à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie de la population en zone rurale. D'une part, l'accès à l'électricité peut permettre d'améliorer les conditions de vie des villageois et c'est aussi un moyen de développer de nouvelles activités économiques, notamment de renforcer la production agricole, en offrant des opportunités de stockage et de transformation des produits plus efficaces que les méthodes traditionnelles. Actuellement, les acteurs de l'aide au développement s'accordent à dire que le manque d'accès à l'énergie, notamment électrique, est un frein au développement. Ce frein est souvent évoqué comme l'un des principaux handicaps dans l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), en termes de réduction de la pauvreté. La pauvreté énergétique est particulièrement importante en Afrique subsaharienne, où le taux d'électrification rurale est de l'ordre de 12%. Il y a de multiples façons de travailler sur ces questions avec de multiples acteurs. Nous avons choisi de nous centrer sur l'énergie véhiculée par l'eau, car le potentiel hydraulique du Congo est important. À la différence des grands barrages, la solution que nous proposons est une production décentralisée d'électricité, adaptée aux besoins des villages cibles.

LDB : Comment comptez-vous le réaliser ?

ML : Dans un premier temps, nous souhaitons réaliser un projet pilote sur le fleuve Congo, en installant une première hydrolienne flottante. L'électricité produite servira à alimenter un centre de stockage des produits agricoles et de la pêche et quelques unités de transformation de ces produits. Le projet pilote doit permettre de mesurer si l'installation de l'hydrolienne permet des activités générant suffisamment de revenu pour pouvoir entretenir l'installation, et assurer un retour sur investissement. Ce premier test a pour but de valider ou de modifier certaines hypothèses de notre plan de financement de l'hydrolienne, avant de la diffuser dans d'autres lieux. Pour le projet pilote, nous avons estimé nos besoins à 250 000 euros. La



Maguelone Loubelo

recherche de financement est en cours dans la suite, nous comptons sur le développement des hydroliennes à l'échelle industrielle pour réduire considérablement les coûts d'investissement, et pourquoi pas à long terme, construire certains éléments de ces machines sur place. Nous serions très satisfaits de voir la première hydrolienne flotter en 2015.

LDB : Votre projet a été sélectionné parmi les 12 lauréats du «Challenge Climat Agriculture et Forêt». Quelles en sont les raisons ?

ML : Le Challenge «Agriculture et Climat» organisé par l'AFD et le CIRAD vise à encourager des projets innovants dans le secteur de l'agriculture et de la lutte contre le changement climatique. Et notre projet d'hydrolienne a été sélectionné parce qu'il permettra aux producteurs (agriculteurs et pêcheurs) de stocker et transformer localement leur production, grâce à l'électricité fournie. C'est donc un moyen d'encourager la production, en favorisant l'écoulement des produits vers le marché, toute en réduisant les pertes post-récoltes. Dans le contexte congolais, où la population dépend à près de 75% des importations de produits alimentaires pour se nourrir, la question de renforcer la production nationale et d'améliorer la sécurité alimentaire est cruciale. Ce concours nous a permis de donner une bonne visibilité à notre projet et de bénéficier de conseils intéressants. Les fournisseurs d'hydroliennes en France sont très motivés pour installer

leurs machines dans le bassin du fleuve Congo, car elles ont été spécialement conçues pour alimenter les sites enclavés (loin des routes et du réseau électrique national), en bordure des cours d'eau.

LDB : Quels sont les avantages que pourront tirer les populations bénéficiaires de ce projet ?

ML : Dans la phase de conception du projet, nous avons eu de nombreuses discussions avec les agriculteurs et pêcheurs, notamment à l'île Mbamou, où nous souhaiterions installer le projet pilote. Ce projet émane d'une question des habitants du village de Loubassa, qui lors de nos nombreuses visites m'ont fait remarquer le problème du manque de frigo. Alors qu'ils approvisionnent Brazzaville en poissons et légumes, ils sont régulièrement à cours de provisions et doivent partir acheter des vivres en pirogue. Le premier souhait a été de pouvoir créer un lieu de stockage pour la production, afin de renforcer la sécurité alimentaire du village et de devenir un marché attractif. Bien sûr, l'accès à l'électricité permet d'alimenter beaucoup plus que des frigos ! Cependant, les hydroliennes ne sont pas des machines magiques : plus l'eau se déplace rapidement, plus la puissance électrique créée est importante, mais la production n'est pas infinie... Il n'est pas évident qu'on puisse alimenter chaque maison des villages cibles avec une hydrolienne : les calculs sont en cours !

propos recueillis par Nancy France Loutoumba

OPPORTUNITÉ D'AFFAIRES

Quatre sociétés portugaises vont s'installer au Congo

Au terme d'un échange, le 24 mars à Brazzaville, avec leurs homologues congolais, la dizaine d'hommes d'affaires, représentant quatre grandes sociétés privées portugaises, visiblement satisfaits des opportunités d'affaires qu'offre le Congo, ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Ils ont, séance tenante, annoncé l'implantation dans les prochains mois, de leurs usines au Congo.

Venus au Congo à l'invitation du directeur général du Contrôle des marchés publics, Jean Didier Elongo, les hommes d'affaires portugais ont décidé, devant les responsables de la Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et des métiers de Brazzaville, de contribuer au développement économique du Congo. Ainsi, ces sociétés ont décidé, chacune dans sa spécialité, de s'implanter au Congo au nombre desquelles la société BACALHAU.

Spécialisée dans la production industrielle des poissons salés, cette société construira une usine de fabrication de poissons salés à Pointe-Noire. Elle envisage de déployer sur l'océan, de grands navires de pêche, en vue de produire le poisson salé en quantité industrielle. Pour rendre effectif ce projet, la représentante BACALHAU a fait savoir que 15 millions d'euros seront mobilisés pour construire cette unité de production qui emploiera, pour un premier temps, plus de 300 travailleurs. La même société, tenant compte de l'environnement, a annoncé également la mise en place, toujours dans la ville océane, d'une autre grande usine de fabrication de boîte de conserve (sardines).

Une autre société portugaise qui envisage de développer ses activités au Congo s'appelle Groupe DST. Ses mérites sont vantés en Angola, au Mozambique et partout dans le monde. Elle est spécialisée dans plusieurs domaines d'activités, entre autres, dans les secteurs de l'ingénierie de la construction ; la construction des infrastructures routières ; l'exploitation minière ainsi que le traitement d'eau potable. Le Groupe DST évolue aussi dans le domaine de l'énergie, notamment la fabrication des panneaux solaires et voltaïques ; la collecte et le traitement des ordures ménagères et l'installation du réseau à fibre optique.

La troisième société appelée TECNOVIA est qualifiée dans la construction des routes, des ponts et des aéroports. En Afrique, la société est bien implantée en Angola et au Maroc. La même expérience est partagée avec la société CIVILRIA, orientée elle, dans la construction des logements publics et des bâtiments préfabriqués. En décidant de s'implanter au Congo, l'objectif de ces quatre sociétés portugaises est de contribuer à la diversification de l'économie congolaise. La vision des investisseurs portugais a été saluée par le président de la Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et des métiers de Brazzaville, Paul Obambi, qui plaide toujours pour l'épanouissement du secteur privé congolais.

Firmin Oyé

LUTTE ANTI BLANCHIMENT D'ARGENT

Encore des défaillances dans le dispositif congolais de répression

Au-delà des mesures administratives prises par le gouvernement du Congo, pour faire face à ce phénomène, le rapport synthétique sur la situation du pays est clair : le système de riposte congolais contre le blanchiment d'argent demeure encore fragile. Le rapport a été rendu public, le 23 mars, par le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale (GABAC).

L'évaluation du Congo a eu lieu du 9 au 18 mars dernier, auprès des acteurs publics et privés bien ciblés, impliqués dans la lutte anti blanchiment d'argent et financement du terrorisme. La mission conduite par Saturnin Bitsy a permis d'évaluer quelques aspects juridico-administratifs, conformément aux directives de la GABAC. L'appréciation du Congo a porté, entre autres, sur le dispositif juridique ; les mesures institutionnelles correspondantes, préventives et institutionnelles prises par le Congo pour mettre un terme à ce fléau qui prend de l'ampleur.

Dans leurs investigations, les

experts de la GABAC ont aussi pris connaissance des mesures préventives des professions non financières désignées ainsi que sur les personnes morales, véhicules juridiques et organismes à but non lucratif. Sur cette dimension administrative, les évaluateurs ont salué la volonté affichée par le Congo de lutter contre ce fléau, avec la création de la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Les évaluateurs de la GABAC ont relevé aussi l'institution dans la constitution en vigueur, d'une loi faisant obligation à tout citoyen nommé aux postes de responsabilités de déclarer son patrimoine avant la prise de fonctions. Malheureusement cette disposition n'est pas appliquée.

Au plan de lutte contre le blanchiment des capitaux, la mission de la GABAC a relevé aussi comme point positif, le code pénal qui, bien que datant de l'époque coloniale, renforce tout de même le dispositif de répression contre ce phénomène. Nonobstant cette note positive, il ressort de cette évaluation que dans la pratique, le système congolais de répression de la fraude financière et

le financement du terrorisme demeure encore très fragile. Pour permettre à ce dispositif de bien fonctionner, cette institution sous-régionale a adopté quelques recommandations à l'endroit du gouvernement.

Il s'agit, entre autres, de rendre l'Agence nationale d'investigation financièrement (ANIF) véritablement opérationnelle en nommant de nouveaux membres et en recrutant des enquêteurs, analystes et informaticiens. La GABAC demande également au gouvernement congolais de désigner les correspondants auprès des administrations publiques concernées ainsi que la mise à la disposition de l'ANIF, des moyens financiers conséquents afin de lui permettre d'être à la hauteur de sa mission.

La GABAC est une institution spécialisée de la Communauté économique et monétaire d'Afrique Centrale (CÉMAC), dont la mission est de coordonner les actions de lutte anti blanchiment des capitaux et la lutte contre le terrorisme au sein des pays membres de cet espace sous-régional.

Firmin Oyé

MARCHÉS PUBLICS

Un manuel de procédure à l'actif des collectivités locales en perspective

L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a initié l'élaboration d'un manuel de procédures des marchés au bénéfice des individus, des familles et associations informelles, pour encourager la bonne gouvernance et obtenir l'implication des populations à la nouvelle réforme.

Le document a été présenté le 25 mars à Brazzaville lors d'un atelier. L'objectif a été de redynamiser les collectivités locales. D'où la présence du directeur général des collectivités locales, Charles Ngafouomo, représentant le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation ; des présidents du conseil départemental du Pool, des Plateaux, de la Cuvette, du Niari, de la Lékoumou ; du secrétaire général de la Cuvette Ouest et du préfet du Pool.

Le code des marchés publics actuel du 20 mai 2009, n'est pas adapté à la participation des communautés locales. Ainsi, le manuel qui subira des modifications avant qu'il soit sous presse, prévoit des mécanismes simples mais fiables et conformes au code de marché public.

Le manuel de procédure de marchés à participation communautaire vise à améliorer la passation des marchés publics des organisations communautaires, locales et nationales, afin de sécuriser les fonds publics mis à leur disposition et de garantir le respect de la réglementation des marchés publics.

Le document a pour autre objectif de déterminer les conditions de participation de personnes ou d'associations informelles ou de bénéficiaires futurs des prestations aux marchés dont leur implication constitue un élément nécessaire au succès des prestations.

Ce manuel s'applique aux marchés de travaux inférieurs à 200 millions Fcfa ; aux marchés de fournitures et services courants inférieurs à 100 millions Fcfa ; et au marché de prestations intellectuelles inférieures à 50 millions Fcfa.

Rappelons qu'avec la publication du code des marchés public, l'Etat, les collectivités locales ainsi que les autres organismes publics et privés sont désormais invités au respect scrupuleux et à l'application rigoureuse des procédures. Toutefois, la mise en œuvre du code des marchés publics a révélé dans le temps la spécificité des collectivités locales dans leur statut de maître d'ouvrage.

Le code des marchés rend obligatoire l'application de la règle d'appel d'offre. Il est constaté que la majorité d'appel d'offre est déclarée infructueuse, faute de soumissionnaire. La participation des entreprises ou populations locales n'est pas toujours garantie à cause de la rigidité des critères d'accès à la commande publique qui ne les prennent pas en compte. Les fonds publics alloués aux collectivités locales ne sont pas absorbés faute de répondants locaux.

Nancy France Loutoumba



BRASSERIES DU CONGO (BRASCO) OFFRE D'EMPLOI

Dénomination du poste : Responsable entretien
Classification / Catégorie : 15
Site : PNR
Direction : Supply Chain

Mission générale :

Assurer la disponibilité requise des installations de production.
Organiser et coordonner toutes les activités d'entretien et assurer la maintenance préventive et curative des équipements

ACTIVITES ESSENTIELLES

- Contribuer à la politique d'entretien de la Production.
- Gérer le planning d'entretien des équipements de production de la brasserie.
- Gérer toute la maintenance liée à l'approvisionnement des équipements.
- Assurer la disponibilité, la fiabilité et l'optimisation des aspects techniques des installations.
- Organiser les activités d'entretien des services et départements de la production
- Diriger, développer et assister le personnel sous sa direction

QUALIFICATIONS/EXPERIENCE

Être diplômé (e) BAC+4/5 en Electro-mécanique, Ecole de commerce ou

Instituts Techniques & Universités, justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans à un poste d'encadrement en qualité de Responsable Entretien dans une société industrielle, avoir la nationalité congolaise (Brazzaville).

COMPETENCES / CONNAISSANCES

- Connaissances et compétences en Electricité et en mécanique
- Connaissances en Electronique de puissance, en hydraulique et en Pneumatique
- Capacité à gérer une équipe et à Communiquer.
- Capacité à prendre des décisions en toute autonomie
- Connaissance informatique: MS Word, MS Excel
- Langues (parlé et écrit): Anglais, Français courant.

Les candidatures doivent être adressées au plus tard le 30 Avril 2015 à BRASCO BP 105 BRAZZAVILLE & BP 1147 POINTE-NOIRE, (REPUBLIQUE DU CONGO) tél.: (242) 8110 7118110 72, BrascoDRH@Heineken.nl, CV (situation matrimoniale, photo), Tél. et E-mail



BRASSERIES DU CONGO (BRASCO) OFFRE D'EMPLOI

Dénomination du poste : Responsable Magasin pièces de rechange
Classification / Catégorie : 10
Site : PNR
Direction : Supply Chain

MISSION GENERALE

Assurer la disponibilité permanente des pièces de rechange, consommables, carburants, et équipements de protection individuelle des agents dans le Magasin des Pièces de Rechange de la Brasserie.
Organiser et superviser toutes les activités liées à l'entrée (Achat sur place et commande import) et à la sortie (livraison aux services demandeurs et cessions inter sites) de toute pièce du magasin.
S'assurer de la bonne gestion et de la fiabilité des chiffres dans le magasin des Pièces de Rechange du site de Pointe Noire.

ACTIVITES ESSENTIELLES

- Coordonner la gestion du magasin pièces de rechange ;
- Organiser et superviser les entrées en stock des pièces de rechange nécessaires à la maintenance des machines et équipements de production ;
- Déclencher les commandes en fonction du niveau de stock du Magasin en tenant compte des sorties (Pièces de consommations courantes et des Pièces de dotation) ;
- S'assurer toujours d'un bon niveau de stocks

des pièces de rechange ; Gérer les carburants ; Effectuer les inventaires périodiques de stocks de pièces de rechange et consommables du magasin.

QUALIFICATIONS/EXPERIENCE

Être diplômé (e) Bac+3 ou 4, Ecole de commerce ou Universités, filière Comptabilité, Gestion de Stock, justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de magasins d'au moins 3 ans dans une société industrielle, avoir la nationalité congolaise (Brazzaville).

COMPETENCES / CONNAISSANCES

- Dynamique, courageux et disponible ;
- Connaissances et compétences en Comptabilité et Gestion de stocks ;
- Aptitudes à travailler en équipe, à convaincre et à susciter l'adhésion des interlocuteurs ;
- Maîtrise de l'outil informatique (World, Excel, etc.) ;
- Capacité à communiquer ;
- Maîtrise du Français et connaissance pratique de l'anglais.

Les candidatures doivent être adressées au plus tard le 30 Avril 2015 à BRASCO BP 105 BRAZZAVILLE & BP 1147 POINTE-NOIRE, (REPUBLIQUE DU CONGO) tél.: (242) 8110 7118110 72, BrascoDRH@Heineken.nl, CV (situation matrimoniale, photo), Tél. et E-mail

NÉONATOLOGIE

La formation des accoucheurs se poursuit dans Brazzaville-sud

Après ceux de Brazzaville-nord, plusieurs infirmiers-accoucheurs des centres hospitaliers de la partie sud apprennent les techniques d'assistance des nouveau-nés avec un accent sur le secours des bébés prématurés.

Cette deuxième session de formation des sages-femmes et infirmiers-accoucheurs est l'initiative de l'ONG américaine « Aider les enfants à respirer » affiliée à l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours.

Pour l'une des formatrices, la missionnaire américaine Margaret Landvatter, l'objectif de ce recyclage est clair : « Nous sommes en train de chercher à réduire le taux de mortalité infantile et néonatale qui reste élevé, et augmenter le taux de survivance notamment des bébés prématurés dans nos pays. » La plupart des enfants qui naissent peuvent vivre, souligne Margaret Landvatter, mais hélas ajoute-t-elle, ils sont laissés jusqu'à la mort parce que beaucoup de gens ne savent pas qu'ils pouvaient les sauver.

« Nous leur faisons savoir qu'à la première minute de la vie, si certains actes sont accomplis sur des bébés il ne peut y avoir de décès. Lorsque le bébé né prématuré commence à pleurer, c'est une indication qu'il est en bonne santé. Il n'est pas besoin de s'inquiéter », a-t-elle indiqué. Cependant, les enfants à risque ce sont ceux qui sont nés un peu flasques, bleus ou qui ne pleurent pas et ne s'agitent pas aussi.

D'après l'infirmière américaine, le silence de l'enfant signifie par ail-

leurs que sa voie aérienne est bloquée : « cela réduit le battement cardiaque et le pronostic vital. Ici, nous prenons soin du bébé dès la première minute de vie, en aspirant les liquides des gorges. Si son état se perpétue, nous utilisons les barons et masques pour lui apporter l'oxygène nécessaire à la survie. D'autres interventions sont possibles surtout au niveau du cerveau ou autres organes vitaux », a enseigné Landvatter. En effet, a-t-elle insisté, la salle d'accouchement doit être aérée et lumineuse afin de s'assurer de la coloration du nouveau-né. La couleur de la peau du nourrisson permet de déduire son état de santé, a-t-elle conclu.

Notons que ces sessions de renforcement de capacité sont bien accueillies par les professionnels soignants comme en témoigne Clémence Otilibili, vice-présidente du Conseil national de l'ordre des sages-femmes du Congo. « Contrairement aux idées reçues, quand nous recevons une femme enceinte, notre souhait c'est d'accoucher un enfant en bonne santé et qui va survivre. Cela est valable pour la maman. Avoir un enfant mort ou présentant des débiles ou autres déformations, nous fait très mal. », a confié la formatrice Otilibili.

Inscrivant l'activité dans le cadre de la poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement, elle a émis le vœu de voir l'initiative s'élargir dans tous les départements du Congo. Cette formation s'achève ce jeudi 26 mars et va se poursuivre à Pointe-Noire.

Fiacre Kombo

UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

La revue Géopolitique Africaine fait un don d'ouvrages à la bibliothèque universitaire

L'acte a été posé le 26 mars à Brazzaville par le secrétaire général de cette revue, Laurent Tengo, aux noms de son président, son vice-président et de l'ensemble du personnel de la revue Géopolitique Africaine. C'était en présence du directeur de cette institution, Jean François Ollakouara.

Le don est composé de 430 numéros. D'après Laurent Tengo, ces revues ne sont pas un surplus d'ouvrages qui sont déversés à la bibliothèque. Mais, plutôt une grande source d'inspiration et de réflexion pour les étudiants, le personnel enseignant et même pour l'ensemble des chercheurs qui auront accès à cette bibliothèque. Il a précisé ensuite que cette revue porte les écrits qui sont faits par les sommités de ce monde à l'exemple de certains chefs d'Etat, des analystes et des hauts responsables des institutions internationales. « Comme je le disais, elle pourra être d'un grand bénéfice pour tous ceux qui voudront savoir comment se porte le monde ; comment la géopolitique se manifeste dans cet espace planétaire », a-t-il ajouté.

Appréciant le geste de la revue Géopolitique Africaine, le directeur de la bibliothèque universitaire, Jean François Ollakouara, a dit sa satisfaction quant à l'acquisition tout en déplorant l'inexistence d'un dépôt légal. « Pour ce genre de donation, nous pourrions l'instituer du fait qu'elle va permettre à notre pays de constituer une véritable bibliothèque nationale », a-t-il ajouté.

Guillaume Ondzé

COOPÉRATION CONGO-PCPA

L'apport de l'Etat très attendu par les organisations de la société civile

La continuation des actions du Programme concerté pluri-acteurs (PCPA) est conditionnée par le déblocage d'une somme de 300 millions de francs CFA par le gouvernement congolais, a indiqué le 25 mars à Brazzaville, Etienne Okouya, président du comité de pilotage de cette institution.

Le comité de pilotage, qui s'est réuni les 23 et 24 mars de l'année dernière, a constaté le non versement de la contribution gouvernementale. Alors qu'une convention stratégique avait été signée en 2014 entre le Congo et le comité français pour la solidarité internationale (CFSI), témoignant ainsi l'engagement du gouvernement à soutenir les actions du PCPA.

Le non-respect du paiement de cette somme d'argent déséquilibre le plan de financement de ce programme. Et l'Agence française de développement, qui cofinance le programme à 75%, conditionne son versement à l'obtention de fonds complémentaires.

« Le paiement de cette somme sur le budget de 2014 avait été arrêté au mois de novembre dernier. On nous dit que par

rapport au montant demandé, il n'était pas possible qu'on soit directement payé par le trésor public. Il fallait qu'on reparte au niveau du directeur de cabinet du ministre des Finances pour qu'il autorise ce décaissement. On nous dit encore que tout ce qui était prioritaire en 2014 devrait être payé dès le 1er trimestre 2015. Mais jusqu'à présent, on a mené de vaines démarches administratives », a expliqué Etienne Okouya.

Le PCPA-Congo est un programme cofinancé, depuis sept ans, par le Congo à 25% et l'Agence française de développement à travers le fonds européen de développement à hauteur de 75%.

Si l'acompte du gouvernement n'est pas payé jusqu'à la date du 31 mars 2015, ce sera la suspen-

sion des dizaines de projets territoriaux dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, Sangha, Bouenza et Cuvette.

« L'arrêt de programme est une offense vis-à-vis des populations fragiles. Et, le gouvernement congolais va priver les populations congolaises d'un apport financier de 1,1 milliard de francs CFA », a déploré Etienne Okouya.

Actuellement, il y a plus de 120 représentants de la société civile et les pouvoirs publics congolais et français sont réunis autour du PCPA-Congo. Et, l'on compte plus précisément au Congo 97 organisations de la société civile et treize collectivités locales impliquées. Et, sur l'ensemble du territoire national, plus de 300.000 Congolais ont déjà bénéficié des actions de ce programme dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'assainissement ainsi que des formations et insertions professionnelles.

Fortuné Ibara

MÉDIAS

Vingt deux organes de presse reçoivent du matériel

Le don est remis, le 25 mars, à titre personnel par Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo, secrétaire comptable du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC). Il est composé de caméras, de spots light, d'appareils photos numériques, de dictaphones, d'ordinateurs de bureau avec imprimantes, de motocycles « Jakarta » et de rames de papiers.

Au nombre des médias bénéficiaires : sept chaînes de télévision dont Télé-Congo et Télé Dol (Dolisie) ; quatre chaînes de radio émettant à Brazzaville parmi lesquelles radio-Congo et Radio Liberté ; dix journaux et magazines dont les Dépêches de Brazzaville, l'Agence congolaise d'information et La Semaine Africaine. Le Centre international de presse a aussi reçu du matériel.

Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo a expliqué ce geste en s'appuyant sur le thème de la journée de la femme. « Ce thème m'a encouragée en tant que femme et professionnelle de l'information et de la communication, de faire un plaidoyer auprès de certaines structures administratives et personnalités en faveur des médias. Cette démarche participe de ma reconnaissance à cette corporation des médias qui m'a façonnée et à constituer pour ma vie professionnelle, une manifestation parfaite », a justifié Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo



Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo remettant un échantillon de don aux responsables des organes de presse

qui a placé son don sous le label « Femme, première donatrice de la société ».

Profitant de cette occasion, en présence du directeur du cabinet du ministre de la Communication, Auguste Kinzonzi Kitoumou, elle a invité les professionnels de l'information et de la communication à imaginer l'autonomisation de la femme dans le domaine des médias. La secrétaire comptable du CSLC a également insisté sur le rôle que la presse devrait jouer dans le pays. « Il est donc indispensable de s'assurer que les médias assument convenablement cette lourde et noble responsabilité sociale parce qu'ils sont, de plus en plus, les guides de l'opinion publique. Dans la même perspective, il est aussi indispensable de reconnaître le mérite de ceux qui respectent les principes et les normes éthiques et déontologiques qui régissent le métier de l'infor-

mation », a-t-elle poursuivi.

Ancienne reporter-présentatrice des journaux télévisés, Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo, connaît les difficultés matérielles auxquelles les médias congolais sont confrontés. Selon elle, face aux grands défis que le Congo doit relever dans le processus de sa reconstruction et de sa modernisation, les hommes des médias doivent sans cesse améliorer leurs prestations. Le but étant de répondre aux attentes des populations face à l'influence grandissante des médias étrangers.

Revenant sur le thème de la Journée internationale de la femme de cette année, elle a rappelé que l'autonomisation de la femme suppose non seulement l'autonomisation financière, mais également, la participation à la prise des décisions aussi bien dans la vie privée que publique.

Parfait Wilfried Douniama

METATOUT

PREFABS

Qualité et Développement Durable

Venez plus à visiter notre Show-Room !



Bâtiments préfabriqués - Conteneurs de vie - Bâtiments en acier léger galvanisé
 Bâtiments en acier structural - Logements pratiques prêts à l'emploi - Stations Services
 Bâtiments écologiques - Bâtiments à systèmes modulaires
 Hangars - Cabines Mobilier urbain - Sanitaires

Pointe Noire / République du Congo - Centre Ville - Avenue de Kinjambo (en diagonale de Servitec) - Tel : 06 9999 888 - 06 947 22 22



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT : DISTRIBUTEUR DE LUBRIFIANTS CASTROL EN RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR PUMA INTERNATIONAL CONGO SA.

Les expressions d'intérêts sont à soumettre au siège de Puma International Congo SA à Pointe Noire sous enveloppe scellée pour le 3 Avril 2015 à 12h00.

REQUIS:

- Respecter les standards Puma Energy et Castrol en terme HSE
- Soumettre un business plan détaillé de 5 ans
- Soumettre tous les documents requis
- Avoir un fonds de roulement disponible de minimum 250,000 USD
- Avoir des capacités logistiques sur le territoire de la République du Congo

Pour plus d'information et afin de recevoir la liste exacte des documents requis, merci d'écrire à l'adresse suivante : Lubricants@pumaenergy.com



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine. Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées. La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

- Briques de 120 ----- 480 CFA
- Briques de 140 ----- 590 CFA
- Briques de 200 ----- 680 CFA
- Sable Rouge 20m³ ----- 141.000 CFA
- Sable 20m³ ----- 140.000 CFA
- Gravier 20m³ ----- 138.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport. **ROI** : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais. Adresse : Puma Energy, Kinjambo sur l'avenue nationale N° 1 (à côté de la Banque africaine de développement).

Contact : (+242) **06 690 7119** **06 655 1111**
06 985 5060 **06 919 8888**

CENTRAFRIQUE

L'ONU augmente les effectifs de ses casques bleus

Le Conseil de sécurité des Nations unies, a décidé le 26 mars dernier de déployer plus de mille soldats et policiers supplémentaires en Centrafrique en prévision des élections générales à venir.

Dans une résolution adoptée jeudi, le Conseil autorise le déploiement de 750 soldats et 280 policiers supplémentaires dans le cadre de la mission de l'ONU, comme l'avait demandé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Le chef de l'ONU avait indiqué que si le feu vert du Conseil de sécurité était donné rapidement, les renforts pourraient être opérationnels d'ici à juillet. Puisque, des élections présidentielle et législatives sont prévues en juillet et août prochains dans ce pays.

Si les conditions de sécurité se sont beaucoup améliorées en Centrafrique, particulièrement dans la capitale Bangui, le secrétaire général note « qu'au vu de l'instabilité de la situation, la MINUSCA n'avait plus suffisamment d'effectifs à déployer à l'extérieur de la ville, et notamment dans la région du nord-est, qui est un bastion de l'ex-Séléka. »

Ban Ki-moon craint par ailleurs le risque d'une explosion régionale de la crise centrafricaine. Ainsi, dans la même résolution, le Conseil « considère que la situation en République centrafricaine continue de menacer la paix et la sécurité internationales », car, ajoutent les experts, l'absence de l'Etat dans certaines régions de la RCA pourrait favoriser l'incursion des mouvements intégristes comme la nébuleuse Boko Haram.

Pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le temps presse : « Il est prévu que d'ici à avril 2015, 90% de l'effectif autorisé de la Mission sera déployé, y compris 10 bataillons d'infanterie et 10 unités de police constituées, sans compter les unités pour lesquelles des engagements ne sont pas encore reçus ou acceptés, notamment en ce qui concerne des hélicoptères d'attaque, un appareil de transport C-130 et des forces spéciales. »

La Minusca, qui a pris le relais le 15 septembre 2014 de la force africaine déployée dans le pays, dispose actuellement de 8.000 soldats et un millier de policiers, pour la plupart issus des rangs de la force africaine (Misca). Avec l'augmentation décidée le 26 mars, ses effectifs pleins autorisés seront portés désormais à 10.750 soldats et plus de 2.000 policiers.

Fiacre Kombo

LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les villes européennes anticipent sur la COP21 de décembre à Paris

En préfiguration de la Conférence mondiale sur le climat (COP21) de Paris, les maires et les représentants d'une trentaine de villes d'Europe ont lancé un appel à Paris, en vue de peser dans la lutte contre le réchauffement climatique, à travers le partage des expériences.

La rencontre qui s'est déroulée, à Paris, jeudi 26 mars consistait à lancer un appel sur le partage de diverses expériences dans la lutte contre les changements climatiques sur la ville de demain. Au cours de ces retrouvailles, le président français François Hollande a demandé aux uns et aux autres, de « mobiliser encore » plus sur les questions climatiques. Il leur a aussi rappelé qu'il était du rôle des métropoles de montrer qu'il est possible de vivre avec un modèle urbain permettant de répondre aux exigences de la lutte contre les changements climatiques.

A l'issue de la réunion, les maires ont adopté une « Déclaration commune pour le climat ». Elle prévoit entre autres, la réalisation de commandes groupées auprès d'industriels au profit des filières vertes, dans les transports, le bâtiment et l'énergie; à favoriser l'autopartage et la transport public; la construction de bâtiments moins énergivores; et mutualiser leurs savoirs.

Au total, ce sont 6000 villes européennes qui se sont engagées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, et quelques-unes d'entre elles prévoient d'être « neutres » en CO2 d'ici à 2050. François Hollande a appuyer l'Europe dans son exemplarité. « Ce n'est pas l'Europe qui fait pression sur le monde, c'est l'Europe

qui doit être en avance sur le monde », a-t-il dit, tout en reconnaissant une part de responsabilité à l'Europe dans le réchauffement climatique. Mais, il n'a pas manqué de rappeler que l'accord pour la COP21 « sera difficile.

« Pour sa part la maire de Paris, Anne Hidalgo, à l'initiative de la rencontre, a salué la bonne tenue de ces assises. » ce beau rassemblement qui a dépassé les clivages politiques habituels nous a permis de prendre ensemble plusieurs engagements très significatifs, notamment en faveur des commandes publiques qui nous concernent tous ». Sa proposition: que les sacs en plastiques soient remplacés par des sacs biodégradables. un projet qui ne ferait pas l'unanimité à Bruxelles, ni au sein des ONG sur l'environnement. On a appris que les commandes publiques des grandes villes européennes représentent près de 10 milliards d'euros. A Paris, les maires des grandes métropoles ont également échangé des idées en faveur de la réduction de la pollution. Les villes du nord de l'Europe ont été saluées, pour leur avancée en matière d'investissement côté par rapport au reste de l'Europe.

Pour le secrétaire aux Transports et à l'environnement de la ville de Berlin, Christian Gaebler: « en tant que maires de villes européennes nous devons nous exprimer de la même voix. Cette idée d'établir un dialogue est importante. Nous pouvons aller du pire vers quelque chose de meilleur. » Le maire de Bordeaux Alain Juppé a quant à lui évoqué le projet d'hydroliennes

en cours sur la Garonne. Le maire de Lisbonne a, de son côté rappelé l'importance de la mobilisation pour un changement de cap à l'industrie et toute l'économie ». Il milite pour le solaire, en vue de satisfaire 40% des besoins énergie de l'Europe. L'autre idée du maire de Lisbonne qui a séduit plusieurs villes d'Europe est le projet de conversion de l'énergie cinétique transmise par le passage des voitures sur le pavage en électricité.

Les maires des grandes métropoles d'Europe se sont donnés rendez-vous les 1 et 2 juillet à Lyon au sommet sur le climat et les territoires, du 25 au 29 novembre à Villepinte, en région parisienne, à la conférence des jeunes (10.000 jeunes sont attendus); et du 4 au 7 décembre, à la réunion des maires en marge de la Cop21. Un millier de représentants de grandes villes sont attendus.

Il faut dire que les négociations sur les changements climatiques datent de 1992. Elles sont marquées par une conférence internationale annuelle appelée Conférence des Parties, ou COP. Après la COP19 à Varsovie (Pologne) fin novembre 2013, le Pérou a accueilli la 20 conférence, à Lima, en décembre 2014. Paris organise la 21e conférence (Bourget), début décembre 2015. Cette conférence revêt une importance particulière. Comme à Copenhague en 2009, les Etats doivent trouver un accord pour donner suite au protocole de Kyoto, dont l'objet était de réduire les émissions de CO2 entre 2008 et 2012. L'enjeu: trouver un cadre juridique contraignant ou non.

Noël Ndong

EBOLA

Le médecin italien guéri optimiste sur l'éradication du virus

Le Dr Pulvirenti estime possible la fin de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest d'ici au mois d'août prochain.

Le Dr Fabrizio Pulvirenti est le premier et unique malade italien d'Ebola. Infecté par le virus en Sierra Leone où il était engagé à soigner des malades, il avait été rapatrié d'urgence en avion médicalisé sur Rome, en novembre dernier. Pendant quatre mois, il avait reçu des soins à l'hôpital romain Spallanzani, puis a fini par triompher de la mort. Son travail aujourd'hui, presque une mission, est plus que jamais d'œuvrer pour sauver d'autres malades et de mettre toutes ses forces de médecin au service de la prévention.

Après sa guérison, officiellement reconnue en février, il avait fait part de sa volonté de retourner en Sierra Leone pour y poursuivre son travail. Volontaire de l'ONG italienne

structures ont même dû fermer faute de patients. Mais sa volonté est intacte.

« L'affirmation de l'ONU selon laquelle la fin d'Ebola sera proclamée avant le 1er

« Dans certaines zones de Sierra Leone on n'enregistre plus de nouveaux cas depuis plusieurs semaines ; espérons qu'il continuera d'en être ainsi »

Emergency (urgence) spécialisée dans les interventions sanitaires dans le monde, il n'a pas baissé les bras. Aujourd'hui, c'est vrai, le besoin de revenir en Sierra Leone se fait de moins en moins sentir. Le nombre de malades y a fondu ; certaines

août est tout à fait plausible et repose sur du concret », a-t-il indiqué à la presse durant la semaine. « Dans certaines zones de Sierra Leone on n'enregistre plus de nouveaux cas depuis plusieurs semaines ; espérons qu'il

continuera d'en être ainsi », indique-t-il. « En tout cas, la fin de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (Guinée, Sierra Leone et Libéria, les trois pays de la sous-région les plus touchés) est proche », soutient-il.

Son engagement personnel ne faiblit nullement. En attendant de retourner en Sierra Leone, « en mai ou juin » se joindra à ce qui reste d'équipes soignantes dans ce pays, il continue d'aider les malades africains à partir de l'Italie. Mardi dernier, il est retourné pour la énième fois à l'hôpital Spallanzani pour y donner son sang. Parmi les thérapies actuellement employées pour soigner Ebola, l'une se sert en effet du sang des malades guéris pour la

mise au point d'un plasma qui est inoculé aux nouveaux malades. Son départ pour la Sierra Leone dépendra, dit-il, de l'évolution de la maladie : si de nouveaux foyers qui demandent la présence d'un infectiologue se déclaraient, il sauterait dans le premier avion.

En attendant, il sillonne l'Italie du nord au sud pour sensibiliser à cette épidémie hautement mortelle. Conférences au grand public ; nombreux contacts avec le monde scientifique et les laboratoires, avec la presse spécialisée « pour parler aux informateurs scientifiques du virus Ebola. Il est plus que juste qu'ils aient eux aussi une information correcte du problème », explique ce Sicilien à la barbe souriante.

Lucien Mpama

COMMUNIQUÉ DE LA BEAC concernant les coupures de 500 F, 1 000 F et 2 000 F

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), dans un souci constant d'amélioration de la qualité et de la tenue en circulation de ses coupures de basse dénomination, a pris la décision de procéder à la mise en circulation d'un volume limité de billets



de 500 F, 1 000 F et 2 000 F ayant bénéficié **d'un traitement de surface spécifique, visant à protéger ces billets contre toute forme de vieillissement précoce et à permettre leur traitement mécanisé par la suite.**

Les rendus visuels, dimensions, teintes et signes de sécurité de ces billets restent en tous points **identiques à ceux actuellement en circulation.**

Cependant, la BEAC souhaite attirer l'attention des professionnels de la filière fiduciaire sur le fait que ces billets peuvent présenter un aspect légèrement **plus lisse** ainsi qu'une **rigidité accrue au toucher.**



Bien entendu, ce traitement n'altère en rien l'authenticité de ces **billets qui vont circuler de manière concomitante avec ceux précédemment émis.**



Banque des États de l'Afrique Centrale

COOPÉRATION

La Banque européenne d'investissement confirme son engagement à soutenir le Congo

En séjour de travail à Brazzaville, le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Pim Van Ballekom, a dévoilé le 27 mars au cours d'une conférence de presse, les priorités ainsi que les potentialités d'investissement en République du Congo.

Dans son message, Pim Van Ballekom a tout d'abord fait un bref aperçu de la Banque européenne d'investissement et du rôle qu'elle joue en République du Congo. « La BEI finance des investissements en République du Congo depuis une cinquantaine d'années. En ma qualité de vice-président de la BEI, j'entends veiller à ce que nous ne manquions aucune occasion de soutenir des investissements à long terme qui améliorent les conditions de vie et l'activité économique dans ce pays », a assuré Pim Van Ballekom.

29 millions d'euros pour le port autonome de Pointe-Noire

Parmi les secteurs clés dans lesquels les investissements à long terme peuvent favoriser le développement économique du Congo, il a cité les transports « efficaces et abordables », l'accès à l'énergie, à l'eau potable et aux télécommunications. Le vice-président de la BEI a évoqué aussi la rénovation du port autonome de Pointe-Noire qui constitue, a-t-il dit, l'un des projets le plus récent de cette Banque à travers un prêt de 29 millions d'euros. Le projet a été signé en 2009. Il est co-finan-

cé par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque des États d'Afrique Centrale (BDEAC).

Bien que la BEI soit une institution de financement de l'Union européenne, il a précisé qu'elle est avant tout une banque publique qui peut jouer un rôle déterminant pour garantir une bonne préparation des projets réalisés pour la première fois afin, « d'assurer, d'une part, leur réussite à long terme et, d'autre part, la participation d'autres investisseurs ». Cette préparation des projets, a-t-il ajouté, peut durer de nombreuses années pour parvenir à surmonter les défis à la fois techniques et financiers.

« La BEI se doit également d'insister sur le plein respect des règles applicables

à la passation des marchés. Ces exigences aident non seulement à gagner la confiance d'autres investisseurs, mais également à renforcer la préparation globale des projets. Nous travaillons assidûment avec des partenaires fiables pour veiller au respect de ces normes. Cette collaboration permettra à d'autres investisseurs d'entrer en jeu et renforcera la réussite des projets proprement dits », a-t-il indiqué.

Un acteur incontournable pour l'Afrique

L'an dernier, la BEI a prêté près de 2,5 milliards d'euros à l'Afrique pour appuyer les investissements relatifs à l'énergie, aux transports, à l'eau, aux infrastructures sociales et au secteur privé.

Il a précisé qu'il n'y a pas de quota pour chaque pays, mais, c'est la qualité des projets qui détermine le montant à attribuer.

Pim Van Ballekom a saisi cette occasion pour annoncer l'ouverture au Cameroun d'un nouveau bureau qui aura pour mission de coordonner des opérations en Afrique Centrale. Cette nouvelle représentation à Yaoundé couvrira non seulement le Cameroun, mais, permettra aussi de soutenir les investissements au Congo.

Le vice-président de la BEI avait à ses côtés, Catherine Collin, et Saskia de Lang, respectivement, chef de division chargée des opérations en Afrique centrale et occidentale, et ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne au Congo.

Yvette Reine Nzaba

Garantie de 5000h offerte sur votre 3DX multifonction !



La chaîne motrice complète de votre 3DX genera 300CA (Moteur, boîte, transmission)



CFAO
Société par actions simplifiée
RCS Congo n° 123456789
SIRET n° 12345678901234
N° de TVA n° 1234567890





* Offerte valable sur les modèles 300CA/300C11, sous réserve de respect des conditions de garantie CFAO, pour l'ensemble de votre chaîne motrice (moteur, boîte, transmission) d'origine et sous réserve d'entretien régulier.

INFRASTRUCTURES

Les travaux du stade Alphonse-Massamba-Débat avancent normalement

En visitant ce 24 mars le chantier du complexe sportif Alphonse-Massamba-Débat, le ministre des Sports et de l'éducation physique a expliqué que sa réhabilitation intégrait le premier volet de la commémoration du cinquantième des Jeux africains.

Léon Alfred Opimbat a, dans la foulée, assuré que le gouvernement a pris toutes les dispositions pour que ce stade soit dans un état qui rappelle qu'il a été le berceau des premiers Jeux africains, il y a cinquante ans. « Pour la réhabilitation de Massamba-Débat le travail se fait. Il va donc falloir qu'il soit suivi pour que nous soyions dans les normes et que les tests puissent opérer dans les conditions idoines », a déclaré le ministre.

Les premiers signes de la réhabilitation de ce temple sont déjà visibles : la sonorisation, le marquoir et une partie des pilônes d'éclairage ont été remis en bon état. Il reste donc à revoir les questions de génie civil et refaire les gradins en remettant en place les sièges. L'engagement de la société chinoise de livrer le chantier dans un délai de cinq mois se ressent aussi par l'engagement de ses ouvriers. Depuis le 22 mars, ils s'activent pour décaper le terrain de la vieille piste d'athlétisme, laquelle sera remplacée par une nouvelle juste après la pose de la pelouse synthétique sur le terrain de football.

« Nous avons signé une circulaire qui arrête toutes les activités aussi bien sportives qu'administratives pour permettre aux travailleurs de

cette société d'exercer leur art sans difficulté. Nous avons autorisé également que jusqu'à dimanche 29 mars, qu'il ait encore des matches de football. Mais à partir de la semaine prochaine, le chantier devrait être complètement fermé », a fait observer le ministre à ses collaborateurs. Et d'ajouter : « Vous êtes tenus de nous faire régulièrement



Léon Alfred Opimbat suivant les explications des techniciens

le point de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation. Nous sommes à cinq mois des jeux africains... Pendant cinq mois, il va falloir suivre régulièrement les travaux qui s'y engagent. »

«On ne peut pas aller aux Jeux africains sans la piscine»

La priorité du gouvernement n'est pas seulement le grand stade. Il y a aussi le stade annexe, la piscine olympique d'Alphonse-Massamba-Débat longtemps abandonnée. « Le cinquantième concerne le complexe sportif Alphonse-Massamba-Débat, avec le volet stade, annexe et la piscine olympique qui est dans le programme de réhabilitation.

Cette piscine sera réhabilitée parce qu'elle a servi aux premiers Jeux africains. On ne peut pas aller aux Jeux africains sans cette piscine. »

Le ministre des Sports a aussi visité le Centre national de formation de football en pleine réhabilitation et sa nouvelle salle de musculation nouvellement construite dans l'enceinte du

stade. « Nous sommes heureux de constater que le Centre national de formation de football a été réhabilité. Cela relève des recherches des financements additionnels qui ont été mis en place entre le cabinet et la direction du CNFF. Nous sommes dans l'attente de l'équipement. Tout l'équipement qui va servir au fonctionnement de ce centre est à Pointe-Noire. D'ici à un mois tout l'équipement sera là et nous reviendrons pour réceptionner officiellement l'ouvrage et ouvrir à nouveau une session des cadets et des juniors. »

James Golden Eloué

CHRONIQUE

À Kinshasa, un festival pour préserver l'environnement

Converti en biennale, le Festival international « 100% Break Dance », initié par l'ONG Events RDC, a fixé la tenue de sa quatrième édition au mois de juillet prochain à Kinshasa sur le thème. « Break Danse pour la préservation environnementale ».

Ce festival, qui réunit des danseurs venus des quatre coins de la RDC, s'est donné pour buts, entre autres, de valoriser les danses traditionnelles de chaque peuple, mais aussi de servir de tremplin pour véhiculer un grand message sur la nécessité de préserver et protéger l'environnement, à travers les pas de danse des artistes invités.

Le coordinateur du festival lance ainsi un appel aux danseurs afin qu'ils s'engagent à évoquer les questions environnementales au sein de leurs familles, dans les écoles et universités, caressant le vif espoir que les prochaines années génèrent des générations conscientes de la question vitale de l'environnement.

La Prochaine édition aura la particularité d'être renforcée car un allié de taille, et pas des moindres, apportera son soutien aux organisateurs. Il s'agit de l'ambassade des États-Unis d'Amérique qui a souhaité participer à un événement culturel phare dont le thème «Break Danse pour la préservation environnementale» interpelle.

Il faut rappeler que cet événement a répondu aux attentes des organisateurs. Pour preuve, en 2013, en prélude à la 3ème édition, des groupes de danseurs professionnels américains, dont le groupe de danseurs hip hop américain « Rennie Harris Puremovement, avaient mis à contribution leur expérience. Au cours d'un séjour à Kinshasa, ils animèrent, entre juin et juillet 2013 à l'école américaine de Kinshasa ainsi qu'à Matadi, des ateliers de danse qui profiteront considérablement aux participants. Il faut rappeler que ce déplacement s'inscrivait dans le cadre du programme de diplomatie culturelle l'ArtsEnvoy Program », parrainé par le département d'État des États-Unis d'Amérique.

Le lieu où se déroulera la manifestation n'a pas été révélé jusque-là, mais les organisateurs s'activent nuit et jour, apprend-on, dans la prise des contacts afin de réaliser une édition mémorable qui se distinguera encore plus des précédentes avec le parrainage d'un honorable député très à l'écoute des jeunes et déterminé à faire de ce concours une référence culturelle sur le continent africain.

Il est agréable de constater que ce genre de rencontre qui se pratique assez fréquemment sous d'autres cieux tend à se vulgariser sur les deux rives du fleuve Congo et, de surcroît, si des professionnels de la communication comme Eventdc.com à Kinshasa ou Drtv à Brazzaville y collaborent et suscitent cette culture de sponsoring que nous souhaitons.

Pour en revenir au festival 100%break dance, il faut savoir également qu'une visibilité de tous les groupes inscrits sera offerte très prochainement dans la rubrique Culture du site Eventsrdc.Asbl qui devrait permettre ainsi une réelle promotion à l'échelle internationale.

Encore Bravo aux promoteurs !

Ferréol Constant Patrick Gassackys

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CONGO

OFFRE D'EMPLOI

La Société Générale Congo filiale du Groupe Société Générale recherche un **Contrôleur de Gestion**, dans le cadre du renforcement des capacités dans le domaine de la finance.

Votre mission: rattaché (e) au Responsable Financier, vous serez en charge de:

- 1. La supervision du processus budgétaire,** vous devrez: mener à bien les travaux de construction et de suivi du budget de la filiale, coordonner le suivi des coûts et analyser les écarts avec le budget, produire des reporting, collaborer avec le Responsable Procurement & Cost Optimisation en amont et en aval
- 2. La réalisation de reporting (Interne/Externe)** vous devrez: analyser et commenter les différents reporting produits par les Centres de Services Mutualisés; produire les reporting mensuels internes de suivi de la performance et animer les différents comités de revue des résultats.
- 3. Suivi de la performance et KPI's,** vous devrez: accompagner les différentes lignes Métiers dans l'expression de leurs besoins et mettre à leur disposition des outils et tableaux de bord; analyser Les KPI de la filiale et avoir un rôle de donneur d'alerte en cas de dépassement des seuils critiques.

Votre profil

Vous êtes titulaire d'un BAC+5 en Ecole de Commerce ou équivalent, Universitaire en Banque/Finance ou en Finance d'Entreprise. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire et/ou en Audit dans le secteur bancaire dont une première à l'international ou en zone Afrique. Vous avez une maîtrise parfaite du Contrôle de Gestion et de l'Analyse Financière, de l'informatique et de la langue Anglaise.

Pour ce poste basé à Brazzaville, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre de motivation et CV sur une page) **uniquement par voie électronique**, à l'adresse suivante: rh.sgc@socgen.com en indiquant uniquement en objet: « Réponse offre Contrôleur de Gestion »

Date limite de réception des dossiers: le 10 Avril 2015

SPECTACLE

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, bonus à tous ce dimanche 5 avril 2015 à 15h00 au bar terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji Talangai 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin
entrée: consommation 1500f
cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe





✓ **facebook**

Adonai Mouzita

Je rends hommage, aux femmes de toutes époques confondues, qui grâce au travail acharné, au courage effronté, et à leur bravoure ont su faire valoir leurs droits.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Junior Scrabe Makani

Ô femme congolaise génitrice d'une grand nation tu mérites d'être indépendante, autonome, avoir les mêmes chances et maîtresse de ta vie pour que tu émerges.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Osvaldo Rey Chrys Mokouma

Femme, toi qui endure toutes les souffrances pour donner une nouvelle vie ! Tu as su te battre pour l'égalité des droits ! Mes respects !

Connect with facebook



✓ **facebook**

Dinauld Mboubeka's

Ô femme toi qui a voulu la liberté pour t'exprimer selon tes propres choix, en ce jour moi en premier je suis persuadé de ton indépendance dans la société.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Petrova Marina La Chic

Ô toi brave femme, toi qui a su revendiquer tes droits et su t'imposer dans la société avec une liberté d'expression. C'est en toi que j'espère.

Connect with facebook

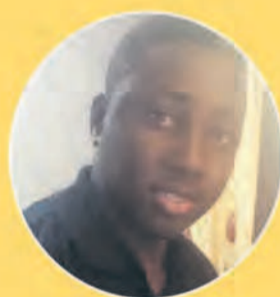


✓ **facebook**

Henock Ngouabi Akanaty

Je rends hommage à la femme congolaise car elle a souffert pour me donner la vie Ô femme tu as aussi un mot à dire dans la société et le droit de diriger.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Fayol Kondzi

Aujourd'hui j'ai l'occasion de rendre hommage à la femme africaine, tant pour son esprit d'endurance que pour les sacrifices qu'elle a consenti.

Connect with facebook



✓ **facebook**

Eric Moukiama

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, j'ai une pensée vers ses femmes mères, qui ont marqué le passé ou le présent de notre pays.

Connect with facebook



Poèmes dédiés à la Femme

Publiez votre pensée en hommage à la femme sur la page Facebook de MTN en inscrivant le hashtag : #MoisDeLaFemme, puis invitez vos amis à « Aimer » votre pensée afin d'augmenter vos chances de gagner des téléphones et des bons d'achat.



AGRO-INDUSTRIE

La stratégie des petits pas

L'actualité économique reste dominée par la multiplication des initiatives dans le secteur agricole, allant de la création de trois sociétés spécifiques au Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo à la poursuite des contacts pour des nouveaux investissements dans l'agriculture en passant par le Forum Agri-business 2015, qui a réuni les délégués d'une cinquantaine de pays du 22 au 25 mars à Kinshasa.

L'intense moment d'échanges lors de la rencontre de Kinshasa a tourné notamment autour de la valorisation de la production des petits producteurs. Il s'agit d'un forum organisé en synergie avec les organisations multilatérales du secteur local et international, des structures de financements, des organisations de la société civile, etc. Trois jours durant, tous les partenaires de l'Agribusiness ont animé un grand débat sur les différents défis à relever tant dans la région qu'en RDC. En effet, les délégations sont venues de cinquante pays d'Afrique. Et dans la région, de plus en plus d'États africains sentent l'intérêt de chercher l'émergence économique dans l'agriculture.

Cette dernière joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, la transformation du secteur agricole, la création d'emplois et de revenus.

Aussi ce type de forum participe-t-il à évaluer les opportunités d'affaires sur la chaîne de valeurs agricoles. Mais il faut plus d'investissements dans les équipements, les infrastructures, la transformation et l'écoulement des produits agricoles. De plus, il convient de réfléchir durablement sur les modèles d'affaires en mettant un accent particulier sur la bonne relation entre les grandes multinationales et l'agriculture locale et familiale qui continue à prédominer en Afrique. L'idée est désormais d'accroître les échanges entre

les acteurs du secteur et de valoriser la production des petits producteurs. L'ouverture des marchés internationaux avec l'aide des partenaires reste une piste à ne pas négliger pour garantir le principe de réciprocité des échanges des biens alimentaires.

L'une des grandes recommandations de la cinquième édition d'Agribusiness est la mise en place d'une plate-forme nationale pour assurer le suivi des décisions arrêtées dans le cadre du renforcement des chaînes de valeurs agricoles. Lors des travaux, quatre projets ont été sélectionnés à l'issue d'un concours avec l'appui de la Ratabank. Une ONG congolaise, Mama Soleil basée en Ituri (province orientale), a gagné le deuxième prix en empochant 5 000 dollars américains. C'est à Cap Town que les conférenciers vont se retrouver au mois de novembre pour Africa Finance

and investissement Forum 2015.

Bukanga Lonzo éclaté en trois sociétés distinctes

Entre-temps, le gouvernement congolais a décidé de créer trois sociétés spécifiques à Bukanga Lonzo. Il s'agit de la société du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo (gestion et aménagement du site, régulation et planification des activités), la Société d'exploitation agro-industrielle de Bukanga Lonzo (exploitation, production et aménagement des autres investissements) et le Marché international de Kinshasa (distribution et commercialisation). Cela rentre dans le cadre d'un recadrage de la stratégie gouvernementale. Ces sociétés existent officiellement, elles ont d'ailleurs procédé à la signature de leurs statuts en début de semaine. Cet éclatement du Parc agro-industriel a été décidé bien avant, en février 2015, par les membres du comité de pilotage du

site. Les décisions arrêtées concernaient également à l'époque les différentes options sur le niveau de capital, l'actionnariat et l'objet social de chaque société.

Investissements

Il y a une bonne nouvelle. Deux investisseurs, en l'occurrence les sociétés Afrasco et Monfort, montrent un intérêt d'investir dans un projet de production d'huile de palme à Bulungu au Bandundu. Le projet répond ainsi à l'appel du gouvernement aux investisseurs étrangers en marge du Forum Agribusiness. Monfort va apporter son expertise à ce projet dans la vente du matériel agricole et des services aux agriculteurs. Cette société va également promouvoir la mécanisation agricole dans les provinces du Sud-Kivu et du Katanga. Tout le sens du défi à relever est d'arriver progressivement à rendre la RDC moins dépendante des importations alimentaires.

Laurent Essolomwa

PORTEFEUILLE

De nouveaux mandataires nommés à la tête de cinq entreprises publiques

Faisant d'une pierre deux coups, le chef de l'État a promulgué le week-end la Loi organique portant fixation des limites de provinces et celles de la ville de Kinshasa tout en nommant quelques mandataires des entreprises.

Les nominations concernent précisément des entreprises publiques qui souffraient, depuis peu, d'une carence au niveau managérial par manque des responsables attirés. Par ces actes, Joseph Kabila est en train progressivement de mettre fin au règne des intérimaires qui a cours dans la plupart des entreprises d'État.

En tout, cinq ordonnances ont été signées au bénéfice de cinq entreprises du portefeuille. Il s'agit de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP ex-Onatra), de la Société commerciale des Postes et Télécommunications (SCPT ex-OCPT), de l'Office Congolais de Contrôle (OCC), de Congo Airways et de Société congolaise des Industries de raffinage (Socir). Ces cinq sociétés affichent désormais complet au niveau de leur direction pourvue de conseil d'administration et de direction générale.

La députée Vicky Katumwa Mukalay présidera désormais aux destinées de la SCTP comme PCA et sera secondée par Kimembe Mazunga promu directeur général. À l'ex-OCPT, c'est le tandem Claude Matala Mopashi - Didier Mushiete respectivement président du Conseil d'administration et directeur général qui sera aux commandes de l'entreprise. À l'OCC, le dévolu a été jété sur Musa Kalema pour présider le Conseil d'administration de cette entreprise à côté d'Hassan Yengula comme directeur général. Ancien membre du cabinet du chef de l'État, Louise Mayuma Kassende a été nommée PCA à la nouvelle société d'aviation en gestation Congo Airways tandis que Nestor Anki Bayar a été porté à la tête de la Socir en qualité de président du Conseil d'administration.

Alain Diasso

INSÉCURITÉ

Des éléments de la LRA signalés à la frontière entre la RDC et la Centrafrique

Quoique traquée et dispersée à la suite des offensives lancées contre elle, la LRA demeure toujours nocive comme en témoignent ses récents faits d'armes dans cette zone.

L'arrestation début janvier de Dominic Ongwen, le numéro trois de la LRA, aura porté un coup fatal à l'organisation de cette rébellion opérant actuellement à la frontière entre la Centrafrique et la RDC. Ancien enfant soldat porté à la tête de ce mouvement armé, Dominic Ongwen qui avait abdicé avec ses troupes s'est finalement constitué prisonnier auprès des forces spéciales américaines en Centrafrique. Ces dernières l'ont immédiatement transféré à la Cour pénale internationale (CPI) pour

crimes contre l'humanité et crimes de guerre présumés. Son dossier est en cours d'instruction au niveau de cette haute juridiction internationale et dans l'hypothèse d'un procès éventuel, ce seigneur de guerre pourrait devenir le premier membre de la LRA à comparaître devant la CPI. À l'ombre de son mentor Joseph Kony, fondateur du mouvement, Dominic Ongwen et les hommes sous sa direction ont commis de nombreuses atrocités sur des paisibles populations. Selon un récent communiqué du Haut commissariat de l'ONU pour les droits de l'Homme, la LRA a intensifié ses actes barbares depuis l'arrestation de son leader en s'illustrant notamment par des raptés d'enfants transformés en soldats ou

esclaves, par des mutilations et massacres de civils en Afrique centrale. À en croire le HCR qui cite l'association humanitaire Catholic Relief Services, la LRA est responsable de vingt-cinq enlèvements dans plusieurs villages du nord-est de la RDC près de la frontière avec la Centrafrique et le camp de Zemio au mois de février. Le 21 mars, ce groupe armé avait fait parlé de lui en enlevant une quinzaine d'hommes et de femmes dont certains ont pu être libérés avant de rejoindre le camp de réfugiés de Zemio, dans le sud-est de la Centrafrique. Des situations qui ne font qu'exacerber l'insécurité à la frontière entre la RDC et la Centrafrique.

A.D.

PRESSE

Le journal du Vatican accueille sa première rédactrice congolaise

Le supplément mensuel de l'Osservatore Romano compte désormais Rita Mboshu Kongo dans son équipe de rédaction.

Cela est vécu comme une petite révolution, un coup de patte du pape François : l'équipe rédactionnelle de l'Osservatore Romano, le journal du Vatican, se féminise. Certes, de temps en temps ce journal, dans ses diverses versions (quotidien, hebdomadaire ou mensuel) porte des signatures de femmes. Mais pour la première fois, le supplément mensuel « Femme, Église et Monde », comptera sur des plumes permanentes de femmes.

Et pour la première fois, cette

équipe accueille une plume africaine. Rita Mboshu Kongo, originaire de la République démocratique du Congo, sera une signature à laquelle il faudra s'habituer dans les colonnes de la prestigieuse revue fondée en 1861. Théologienne et religieuse, sœur Rita est aussi connue pour être... une cuisinière hors pair ! Elle sera dans une équipe mixte dirigée par l'historienne italienne Lucette Scaraffia. L'Osservatore paraît tous les jours en italien, et dans les principales langues occidentales en version hebdomadaire. Pour son supplément « femme », il s'est allié à la revue espagnole Vida Nueva, pour un tirage évalué à quelque 35.000 exemplaires. Petit

à petit le quotidien s'internationalise aussi, rattrapant le retard qu'il accuse depuis longtemps sur les autres médias gérés au Vatican.

Outre la religieuse congolaise, l'équipe comprendra aussi la Française (religieuse) Catherine Aubin et la journaliste argentine Silvine Perez Verrà. L'internationalisation se double d'une ouverture aux autres religions parce que les rédacteurs, hommes et femmes, ne seront pas que des catholiques. Le pape François a souvent appelé à sortir pour aller à la périphérie des villes et des existences ; à ne pas porter d'oeillère en religion. L'Osservatore se met en ordre de marche.

Lucien Mpama

SANTÉ

La Toscane sur le terrain de la lutte contre le sida en RDC

La région italienne a déployé une action d'envergure pour prévenir la contagion mère-enfant du VIH. Elle entend tirer et partager les leçons de son expérience.

La capitale de la Toscane, Florence, a tenu une importante conférence le 24 mars pour présenter les résultats d'un projet dans lequel cette région du centre-nord de l'Italie est engagée notamment en République démocratique du Congo. Sous l'intitulé "L'intégration de la PMTCT (Pré-

vention transmission de l'infection du VIH de la mère à l'enfant) au service de la santé maternelle: leçons apprises", la conférence s'est voulu une occasion pour partager aux professionnels de la santé, aux décideurs, aux institutionnels et aux volontaires sur le terrain l'expérience accumulée à Kananga, en RDC, par le projet dénommé Match. L'action des soignants et volontaires italiens dans la province du Kasai Occidental s'est faite en coopération avec de nombreux partenaires in-

teressés : le département de la santé de la Sadc, l'organisation qui rassemble les pays d'Afrique australe; une ONG sud-africaine, SPF (Small Projects Foundation) alors que les villes de Kananga, en RDC, et de deux villes tanzaniennes sont parmi ses bénéficiaires. Le projet toujours en cours est financé par l'Union européenne en partenariat notamment avec Oxfam-Italie. Il implique quelque 200.000 entre les mères, les enfants et le personnel soignant engagé. « Les activités de soutien

et de valorisation de l'expertise technique, de renforcement du partenariat et de mise en réseau des acteurs ayant des capacités particulières ont permis d'atteindre des résultats remarquables. Il s'agit d'en tirer toutes les leçons aussi bien pour le bien des populations bénéficiaires que pour le futur de l'ensemble de l'opération », a-t-on indiqué à Florence.

Le projet dispose d'un budget global de 1.300.000. La commission européenne participe à hauteur de 975.000 et

le reste, 182.000, est supporté par la région de Toscane. Rappelons que Florence, le chef-lieu de cette région, eut pendant des années comme maire l'actuel Premier ministre italien Matteo Renzi. Mais il n'y a sans doute pas de lien de cause à effet entre ce fait et l'activisme des milieux humanitaires toscans, déterminés à agir au concret pour rappeler que le sida continue de tuer en Afrique et que le fatalisme serait, de toutes les réponses, la pire.

Lucien Mpama

Installation des membres de la délégation syndicale

Composé de dix personnes, le comité syndical présidé par Lutende Damas, membre de Synapetas, va représenter désormais tous les fonctionnaires de l'administration de la santé.

La délégation syndicale a été installée officiellement le 25 mars par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, au cours d'une cérémonie organisée à cet effet dans la salle Ngwete de la direction d'Études et de Planification dudit ministère. C'était en présence notamment du secrétaire général à la Santé et celui de la Fonction publique.

Le Dr Félix Kabange Numbi, qui a présenté les membres de la délégation syndicale devant leurs pairs sous des applaudissements frénétiques, a fait savoir que le gouvernement accorde une grande importance aux organisations des travailleurs qui ont pour objectif de promouvoir les

intérêts économiques et sociaux de leurs membres.

Pour le gouvernement, le syndicat est un partenaire attiré dans la recherche des solutions aux problèmes des agents et cadres de l'administration. C'est pour cette raison que le ministre de la Santé publique promet son engagement à la délégation syndicale élue pour les accompagner dans la recherche des solutions aux revendications légitimes.

« Je serai votre interprète auprès de ma hiérarchie et les portes de mon cabinet vous seront toujours ouvertes », rassure le Dr Félix Kabange Numbi qui invite, par ailleurs, cette délégation à prendre part au dia-

logue social que le gouvernement compte organiser dans les prochains jours.

Le nouveau président de la délégation syndicale, Lutende Damas, entend placer son mandat sous le signe de la négociation. Car, a-t-il dit, nous n'allons pas faire un syndicat de revendication mais plutôt de négociation. « La délégation syndicale n'est pas un adversaire de la hiérarchie de la santé mais un partenaire précieux sur qui l'autorité doit compter. Nous allons travailler dans un partenariat gagnant-gagnant pour une justice distributive. Être appelé délégué syndical n'exclut pas la soumission. Un délégué syndical doit être un modèle de la discipline, il est un conseiller et un encadreur de l'agent public de l'État », a-t-il déclaré.

Aline Nzuzi

CHAN 2016

La RDC s'inscrit aux éliminatoires de la compétition

La Confédération africaine de football (CAF) va procéder, le 5 avril, au siège de l'instance continentale du football au Caire, au tirage au sort des éliminatoires de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) qui aura lieu en 2016 au Rwanda. La République démocratique du Congo figure parmi les quarante-deux pays inscrits pour prendre part aux éliminatoires de cette compétition réservée aux équipes nationales constituées des joueurs évoluant dans leurs pays respectifs. Pays hôte du tournoi, le Rwanda est naturellement qualifié d'office. Pour les éliminatoires, la Confédération africaine de football a réparti les pays selon les zones.

Vainqueur de la première édition du Chan en 2009 en Côte d'Ivoire, la RDC disputera ses matchs dans la zone IV (Afrique centrale) avec le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo Brazzaville, le Tchad et le Gabon. Seuls trois qualifiés s'extirperont des éliminatoires pour prendre par la phase finale de cette quatrième CHAN. On note que la Zone Nord où il y aura deux qualifiés, les éliminatoires opposeront La Libye, le Maroc et la Tunisie. La Zone Ouest A dispose de deux places qualificatives qui seront dis-

putées entre la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone. La Zone Ouest B va produire trois qualifiés parmi le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Nigeria et le Togo. La Zone Centre-Est d'où émanera trois qualifiés regroupe (le Rwanda exempté parce que pays organisateur) le Burundi, le Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. La Zone Sud déléguera également trois qualifiés à l'issue des éliminatoires qui mettront aux

prises l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, Les Comores, le Lesotho, le Maurice et le Mozambique, la Namibie, Les Seychelles, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. Les éliminatoires sont prévues entre les 19-21 juin et 28-30 août prochains. Le tournoi final a été programmé du 16 janvier au 7 février 2016.

On rappelle que la première édition du Chan 2009, organisé en Côte d'Ivoire, a été remportée par la RDC vainqueur du Ghana en finale (2-0). La deuxième édition en 2011 au Soudan a été raflée par la Tunisie. Et la troisième édition en 2014 en Afrique du Sud a été enlevée par la Libye en battant en finale le Ghana aux tirs en but (4-3) après une égalité de zéro but partout à la fin du temps réglementaire et de la prolongation.

Martin Engimo

RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE

La Snél révises ses modalités

L'effort de simplification introduit par la Note de service n°DG/074/2015 du 12 mars confirme le passage à trois procédures et quarante-sept jours pour connecter les cabines à moyennes et basses tensions privées à son réseau.

La simplification des procédures et du délai de raccordement des cabines à moyennes et basses tensions au réseau de la Société nationale d'électricité (Snél) intervient près d'une année après la publication de la dernière note de service n° DG/56/2014 du 14 mars 2014 fixant les modalités de raccordement à quatre procédures et soixante-cinq jours. Aussi cet assouplissement est-il perçu comme une évolution intéressante dans la voie de l'amélioration du climat des affaires et des investissements en RDC.

Les procédures réduites au nombre de trois prend en compte d'abord l'ouverture du dossier, les études techniques et l'approbation de la demande. Au total, cette première procédure intègre près de trois étapes, allant du retrait du formulaire de demande à l'examen du dossier et enfin l'émission du devis en cas d'approbation de la Snél. La construction de la cabine par l'entrepreneur privé peut alors s'ensuivre. Puis, il y a la seconde procédure qui intègre le paiement du montant du devis, la réalisation des travaux de génie civil, l'installation

des équipements électromagnétiques de la cabine et l'exécution des travaux d'excavation.

Quant à la troisième procédure, elle se rapporte au raccordement et mise sous-tension de la cabine. Parmi les étapes, il y a la réception de la nouvelle cabine, l'installation des compteurs d'énergie et des règles de protection, la souscription de la puissance, le paiement de la police d'abonnement, la signature du contrat de fourniture et l'autorisation de la mise sous-tension de la cabine moyenne et basse tension privée par la Snél. La décision n'a pas manqué de susciter un soulagement auprès des abonnés mais il se pose un problème de nature à réduire son impact. En effet, l'on soulève et dénonce le caractère non réglementaire de toute activité qui se passe très souvent à l'insu de la Snél. D'où l'appel lancé directement aux directions provinciales de la société de veiller à la bonne application de la nouvelle note. Pour autant, cette réforme touche un indicateur dont l'évaluation a subi quelques changements depuis la publication du Doing Business 2015. Il y a eu l'introduction d'un nouvel indicateur qui permet désormais d'évaluer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité en mesurant à la fois la durée et la fréquence des pannes en cours.

Laurent Essolomwa

FOOTBALL-TRANSFERT

Luvumbu en stage de deux semaines à la Gantoise en Belgique

Le milieu de terrain international de l'AS V.Club, Héritier Luvumbu Nzinga, va effectuer un stage de deux semaines à La Gantoise, club de la D1 belge (Jupiler League).

Le joueur est arrivé en Belgique le 24 mars en provenance de Kinshasa qu'il a quittée avec l'accord de son club, affirme Radio Okapi qui livre l'information. «L'AS V.club a reçu officiellement depuis bien longtemps l'invitation. Et nous attendions la période appropriée pour qu'il (le joueur) effectue le déplacement vers la Belgique», confie une source proche du club vice-champion d'Afrique 2014. Et son retour est prévu pour début mai. Et si son test s'avère concluant, Luvumbu pourra retourner pour évoluer au sein du club belge qui a eu par le passé à engager des Congolais comme

Kiyiki Tokodifuansuka dans les années 1980, Henri Balenga à la décennie 1990, Pierre Kasongo, etc. et récemment Mboyo Ilombe, fils d'un ancien dirigeant de V.Club de Kinshasa. L'on apprend que La Gantoise ne versera pas d'indemnité de transfert pour cette opération. Le club belge va, en fait, servir de vitrine pour V.Club qui pourrait entrer directement en négociation avec un autre club qui intéresserait Luvumbu. Ce jeune footballeur spécialiste des balles arrêtées à l'entrée de la surface de réparation est lié aux Dauphins Noirs de Kinshasa jusqu'en 2021, font savoir les sources proches de V.Club. Le joueur doit normalement faire partie des Léopards de la RDC en stage à Dubaï après les désistements de certains binationaux convoqués pour jouer contre l'Irak en match amical

Fifa. Mais vraisemblablement, le sélectionneur Florent Ibenge, qui est aussi son entraîneur en club, l'a libéré pour ce test à La Gantoise.

Luvumbu est un ancien joueur de RC Rojolu (club tuteuré par Roger Lukaku, ancien international congolais ayant joué au DCMP à Kinshasa et Boom, Seraing, Ekeren, Malines et Ostende en Belgique et père de Romelu Lukaku d'Everton en Angleterre).

C'est depuis 2012 qu'il est sociétaire de V.Club jusqu'à être finaliste malheureux de la Ligue des champions de la Confédération africaine de football en 2014. Si son test est concluant, ce sera le début de sa carrière professionnelle en Europe après un test visiblement pas concluant en Turquie l'année dernière.

Martin Engimo



INFORMER ANALYSER DIFFUSER RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ

ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL

* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



SECTEUR PRIVÉ

Alphonse Obambi vise à «assainir la profession de transitaire»

L'assemblée générale ordinaire de l'Union patronale des transitaires du Congo (Unitrans) a eu lieu le 26 mars à Pointe-Noire, un an seulement après sa mutation d'association en union effectuée lors de l'assemblée générale du 28 mars 2014.

Au cours de cette réunion, les membres d'Unitrans ont fait le point des activités menées un an durant. Victor Beli, secrétaire général d'Unitrans, a présenté le rapport d'activités.

Ces assises ont permis d'informer les adhérents des différents échanges avec les autres organisations et partenaires tels les douanes congolaises, le Port autonome de Pointe-Noire, le guichet unique des opérations transfrontalières (Guot), le Conseil congolais des chargeurs (CCC) « Ces relations avec ces organisations d'État ont un seul but, celui de renforcer nos capacités de travail, d'améliorer la fluidité de dédouanement des marchandises, donc d'améliorer le passage portuaire des marchandises qui viennent d'Europe et d'autres continents. Appuyant l'action des autorités, Unitrans est une organisation qui s'investit beaucoup dans la recherche des solutions pour que le passage portuaire puisse se faire de manière fluide et dans les délais raisonnables », a dit Alphonse Obambi, président d'Unitrans.



Alphonse Obambi faisant le point de la réunion d'Unitrans Crédit photo:Adiac»

Les nuages sont passés, le ciel s'éclaircit

Selon lui, l'engagement d'Unitrans à organiser et coordonner les activités des transitaires sur la place de Pointe-Noire et Brazzaville s'explique aussi par le fait que l'Union veut améliorer le service rendu aux clients en dédouanant leurs marchandises. À la suite du mouvement de grogne des transitaires, il y a un mois, le président d'Unitrans a dit : « Nous avons rendu compte à nos adhérents des interventions que nous avons

pu faire auprès de la direction générale des douanes, de la direction départementale des douanes et droits indirects, du ministère des Finances pour que cette situation trouve une solution. Nous avons été informés par le conseiller fiscal douanier du ministre des Finances de son règlement. Ainsi, les transitaires concernés ont repris le travail. Cela n'empêchait pas que les enquêtes puissent continuer et que ceux qui devaient reverser les sommes qu'ils devaient à l'État congolais devaient

honorer leur engagement. Nous sommes intervenus pour que ce problème soit résolu dans l'apaisement en privilégiant le dialogue sans que cela déstabilise le travail que nous faisons. Nous sommes heureux que nos conseils aient été entendus et nos interventions auprès des uns et des autres ont pu permettre d'apaiser la situation ». Le président d'Unitrans se satisfait aussi du bilan financier de l'Union, car vivant des cotisations cela était important qu'il y ait une clarté dans la gestion des finances, gage de la

bonne marche de l'Union. « Nous avons reçu le quitus au niveau du bureau qui nous a été donné par la commission de contrôle et d'évaluation et tous les membres qui ont apprécié le travail du bureau », a renchéri Alphonse Obambi. « Dorénavant, les assemblées générales ordinaires d'Unitrans se dérouleront une fois par trimestre pour permettre d'évaluer nos activités, nos rapports avec les structures d'État qui travaillent dans la chaîne de transports et trouver des solutions aux problèmes qui peuvent se poser sans trop attendre. À la fin de chaque année, nous organisons aussi une manifestation où nous invitons les partenaires à venir discuter avec nous et très souvent cela se termine par un repas fraternel », a-t-il ajouté.

Pour l'avenir...

Alphonse Obambi a déclaré : « Notre objectif aujourd'hui est de renforcer nos rapports avec toutes ces structures d'État (Port autonome de Pointe-Noire, douanes, marine marchande, Guot, Conseil congolais des chargeurs...). Notre objectif est de créer des liens avec d'autres organisations patronales évoluant dans le même secteur que nous, au plan africain et international. Notre pays étant membre de la Cémac, nous voulons aussi que notre organisation soit reconnue par cette instance car l'un de nos objectifs est aussi d'assainir la profession de transitaire. »

Hervé Brice Mampouya

IFC

Deux élèves bénéficient d'un stage au conservatoire de Poitiers en France

Lifty Laba et Orlande Zola, deux élèves en classe de seconde série C au lycée de Mpaka, vont bénéficier d'un stage d'un mois au conservatoire de Poitiers. Ils ont été présentés le 24 mars au cours d'une conférence de presse qui s'est déroulée dans la salle Tchicaya U' tam si de l'IFC (Institut français du Congo), en présence de Jean-Luc Delvert, consul général de France et de Kaly Diatou, directeur des études du lycée de Mpaka.

Ce stage découle de leur participation au projet de création artistique (littérature, théâtre, musique et danse) initié par l'IFC et réalisé au lycée de Mpaka (arrondissement 3 Tié-Tié), projet qui les a révélés en théâtre pour Lifty Laba et en musique pour Aurlane Zola. Lancé en novembre 2014, ledit projet dénommé « Projet Mpaka » a eu le soutien, entre autres, de la direction départementale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, du consul général de France et de la société Congo terminal. Il a réuni 24 élèves de seconde, série C, qui ont bénéficié de l'encadrement de quatre professionnels. Il s'agit des Fran-

çais Eric Sprogis, Pierre Parlant, Arno Bertina et du Congolais Pierre Claver Mabiala.

Le Projet Mpaka, a indiqué Jean-Luc Delvert, s'inscrit dans l'action culturelle que la France entend mener. « Il donne beaucoup de sens à notre action culturelle, il parle de l'accueil dans un respect mutuel, permet de découvrir des émotions nouvelles », a-t-il souligné. Trois représentations de cette création ont eu lieu les 27 et 28 février derniers au lycée de Mpaka, sur l'esplanade de Congo terminal et à l'IFC. « C'est un spectacle remarquable et émouvant. On a vu un vrai projet, une vraie création. Félicitation pour ce travail ! On espère que le projet va s'inscrire dans la suite de ce que vous avez fait », s'est réjoui le consul.

Laba Lifty et Orlande Zola qui, comme la plupart des membres de la troupe, participaient au projet sans pré-requis, se sont distingués tout le long de sa réalisation. « Nous avons été touchés par le potentiel des élèves, en particulier celui de Lifty et Orlande », a confié Franck Patillot, directeur délégué de l'IFC. Une démarche a alors été amorcée pour faire



De gauche à droite: Jean-Luc Delvert, Franck Patillot, Kaly Diatou, Lifty Laba et Aurlane Zola, lors de la conférence de presse crédit photo:Adiac

bénéficier à ces deux talents d'un stage dans un établissement de France. Kaly Diatou qui, outre ses fonctions d'éducateur est aussi un chansonnier bien connu dans le pays, qui ne cesse d'encourager les élèves à la pratique des arts, a dit sa satisfaction : « Je suis heureux que la démarche ait abouti. Je suis satisfait du Projet Mpaka qui a fait de notre lycée un centre culturel. C'est une première pour nous, et mon souhait est que notre relève poursuive ce qui a été entamé. »

Lifty Laba et Orlande Zola vont donc intégrer pendant un mois, le conservatoire de Poitiers (théâtre, musique et danse), un des établissements publics phares de la France. Un mois intensif

d'expérience, de confrontation, un mois de stage qui pourrait avoir comme finalité dans l'avenir, une inscription dans un projet plus important. L'objectif principal de ce stage, a souligné Franck Patillot, n'est pas de vérifier s'ils ont du potentiel, mais de vérifier, avec des techniciens professionnels quelle est leur marge de progression en partant de leur potentiel.

Par ailleurs, encourageant à la pratique artistique qui permet la construction du futur citoyen libre de penser et autonome dans son jugement, permet une ouverture d'esprit, Franck Patillot a déploré le fait qu'en matière d'enseignement artistique dont la France est si bien réputée, très peu d'élèves africains des pays

du sud du Sahara sont reçus dans ces nombreux établissements. Cette situation est la conséquence, selon lui, de l'absence des politiques d'enseignement artistiques dans ces pays. Aussi ont-il estimé qu'il était temps que les élèves africains aient accès à un véritable enseignement artistique. Une projection du reportage sur le Projet Mpaka réalisé par Massein Pethas a eu lieu avant la conférence de presse. Ledit projet se poursuit donc avec le stage de Lifty et Orlande qui s'envoleront pour la France le 28 avril prochain. L'émotion était grande pour les deux élèves qui ont souhaité la continuité du projet qui les a révélés. « C'est comme dans un rêve. Je n'avais jamais pensé appartenir à une troupe et faire du théâtre dans ma vie. J'ignorais même que j'avais un tel potentiel. Je me suis découverte grâce à ce projet et je souhaite qu'il continue. Je promets fournir de bons résultats au stage », a confié Lifty toute émue. Après le retour prévu pour le 28 mai prochain, un point de presse sera organisé à l'IFC.

Lucie Prisca Condhet

MUSIQUE ZOUK

La chanteuse Fanny J offre un show case au public ponténégrin

Avant sa production en soirée à la Cave des Rois au Café Torino à Pointe-Noire, l'artiste guyanaise Fanny J a animé le 27 mars une conférence de presse en compagnie de Marco Rosso, manager de cet espace.

Marco Rosso, manager de la Cave des Rois en nouant un partenariat fécond avec la chaîne de télévision Trace Africa a décidé de faire venir à Pointe-Noire des artistes qui ont le buzz dans ce media et qui cartonnent dans les différents hits. La venue de Fanny J à Pointe-Noire a été également facilitée grâce à l'implication de Krystelle « Notre souci est d'offrir des spectacles de qualité à notre public. C'est pour cela que nous invitons les artistes de talent comme c'est le cas aujourd'hui avec Fanny J qui va nous égayer assurément », a dit Marco Rosso.

Fanny J, qui s'est produit en soirée à la Cave des Rois, est à son troisième voyage au Congo. Un pays qui l'enchant



Fanny J en compagnie de Marco et Krystelle-crédit photo>Adiac<

toutes les fois que l'occasion lui est donnée de s'y produire. Après ses débuts en musique dans les années 2000, Fanny J est vite repérée par Warren artiste compositeur guyanais

qui écrit et compose pour elle le titre Ancrée à ton port. Ce fut un tube qui va caracoler en tête des hits zouk en 2007. Cette même année, Warren réalise et compose le premier

album de Fanny intitulé Vous les Hommes. Puis viendra « Secrets de femme », toujours réalisé par Warren et tout dernièrement « Mes vérités ». « C'est un album autobiogra-

phique, dans lequel j'ai parlé de mes envies, mes déceptions, mes désillusions, ma perception de la vie en musique. Je parle aussi de mon adolescence », a-t-elle signalé. Dans ses albums, Fanny J emporte ses fans dans la douceur de son timbre vocal à travers les mélodies où l'amour et la sensualité ont une prépondérance comme chez la plupart des jeunes chanteuses de son âge.

Des mélodies où l'oreille musicale perçoit l'influence de Lauryn Hill, Mariah Carey ou Whitney Houston, ses chanteuses préférées.

En dépit de sa jeune carrière, Fanny J ne cesse de truster les récompenses et distinctions (Prix Sacem, Lindoor, Trophée des arts afro-caribéens...).

Ses plus beaux succès restent cependant le spectacle du 26 décembre 2010 dans la salle du Zénith à Paris puis le 7 Avril 2012 dans la mythique salle de l'Olympia.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Pourquoi ne pas éviter des propos dérangeants !

Que ce soit en famille, dans les administrations, dans des corporations, dans des associations, dans des services et surtout en politique, lorsque des propos qui fâchent prennent le dessus sur les propos sains, le « vivre ensemble » prend un coût.

Cette interpellation est lancée suite à un constat, très amer, fait lors des réunions administratives, des interviews de certains politiques, des meetings des partis politiques, des points et conférences de presse de certaines personnalités, etc.

Tout le monde le sait bien que ces propos malséants sont de « vrais acides sociaux » pouvant détruire des liens entre individus, porter préjudice à l'action des responsables politiques ou administratifs.

À la cité, certains chefs de quartiers ont souvent maille à partir avec les autres habitants. Ceux-ci condamnant ceux-là à cause de certaines mesures qu'ils prennent alors qu'il s'agit souvent des questions d'assainissement, d'élimination des nuisances sonores, de sécurité et autres. Malheureusement les mécontents prennent la parole, avec un fond de méchanceté, pour vilipender le chef du quartier. Au-delà des propos, ils versent parfois dans des comportements qui ne favorisent pas la cohésion ou l'harmonie de la communauté.

Ce comportement existe aussi dans les administrations. Ici, il n'est pas rare que des personnes interviennent en sortant de l'ordre du jour de la réunion. Capables de transporter les petites querelles de la cité dans les administrations. Ils ont une spécialité, après chaque réunion : aller de porte à porte pour invectiver, colporter, médire contre X ou Y.

Que dire de ces propos frustrants dans des familles ! Ils n'ont jamais cessé de diviser des membres d'une même famille qui, hier, étaient bien soudés. Ces propos insoutenables nourrissent souvent les réunions ou conseils de famille. Surtout lorsqu'il s'agit de traiter des questions d'héritage ou de santé d'un membre de la famille. On peut facilement assister à un vrai vacarme sans fin. « As-tu déjà vu mes enfants aller pleurer la faim chez toi ? », tel est le type de propos que l'on entend lors des palabres qui manquent d'harmonie.

Cessons avec ces propos dérangeants, car ils sont de « vrais acides destructeurs » des liens sociaux.

Faustin Akono

CIRCULATION ROUTIÈRE

De nombreux feux de signalisation hors service à la ville océane

Depuis plusieurs mois, les feux de signalisation implantés sur les grandes artères de la ville de Pointe-Noire ne fonctionnent plus, causant ainsi des embouteillages monstres aux heures de pointe.

Se déplacer à Pointe-Noire, devient un véritable parcours du combattant, la circulation routière reste dense à toutes les heures, et les embouteillages récurrents fatiguent non seulement les automobilistes mais aussi les passagers. Voilà pourquoi, il y a quelques années, la municipalité de Pointe-Noire avait jugé bon d'implanter sur les principales artères de la ville, les feux de signalisation afin de réguler le trafic routier et surtout de mettre fin aux interminables bouchons de circulation. Malheureusement, depuis des mois, tous ces feux sont tombés en panne et ne fonctionnent plus. Les embouteillages ont refait surface et cela au grand cri alarmant des conducteurs et passagers qui suffoquent à bord de moyens

de transport. Il serait donc important, estime les ponténégrins, que ces feux soient de nouveau fonctionnels afin d'assurer la sécurité de tous les usagers de la voirie, piétons tout comme conducteurs, et de faciliter l'écoulement des flux de circulation denses.

Nombreux pensent que, sans ces feux de signalisation, la circulation routière demeure plus dangereuse « certains chauffeurs refusent de s'aligner sur les longues files d'attente, ils préfèrent se frayer un passage en se donnant des priorités eux-mêmes, c'est ce qui cause bien souvent des accidents », ont-ils dit.

Rappelons que dans certains endroits, les agents de police essaient de réguler normalement la circulation, mais cela ne semble toujours pas résoudre le problème. C'est le cas au niveau du carrefour de château d'eau situé sur l'avenue Marien- Ngouabi où l'arrêt fonctionnel de ces feux de signalisation est vu comme un désastre.

Prosper Mabonzo

ONSSU

L'université de Loango s'empare de la part belle

Les jeux de l'ONSSU du département de Pointe-Noire se sont achevés le 26 mars avec le sacre des équipes de l'université de Loango aux tournois de football, de basketball et en gymnastique. La palme d'or du nzango est revenue à l'Institut la Martinière en attendant la fiche technique de l'athlétisme

Logiquement ces équipes sont qualifiées aux jeux nationaux des universitaires qui se dérouleront en juillet conjointement avec les jeux scolaires à Ewo dans la Cuvette-Ouest.

En attendant la fiche technique des résultats des épreuves de l'athlétisme, au football, Loango s'est imposé de la belle manière en finale face à la Martinière 1but à 0 à l'issue d'un match plein de sensation qui laisse à désirer face au jeu développé et les actions très cohérentes des deux équipes techniquement bien organisées. Au dernier quart d'heure, l'équipe de Loango a appuyé sur l'accélérateur en dominant parfaitement son adversaire, la Martinière, qui n'a pas résisté devant cette pression et encaisse le dernier but de la rencontre suite à un coup-front direct de Jhos Ntsayi.

Ce tournoi de football a démontré combien le football va de pair avec l'intellect. L'équipe de Loango est première avec la meilleure attaque soit 11 buts marqués en trois matchs, zéro encaissé. Le meilleur buteur du tournoi, Bianief Ballou (1,90m) est de la même équipe avec 5 réalisations. « L'année écoulée, nous étions passés à côté de la qualification, cette fois-ci nous

étions décidés à arracher la qualification aux jeux nationaux », a dit le joueur qui veut jouer le football d'élite.

De son côté l'entraîneur de l'équipe de l'université de Loango, Jodrel Biodédé, pense à la préparation. « Nous sommes très satisfaits de cette qualification qu'on avait manqué l'édition passée face à l'EAD. Le temps n'est plus au bavardage. Nous allons voir avec l'établissement comment élaborer le programme de préparation parce que l'ambition est de ramener le trophée à

nière a été sacrée championne après sa victoire de 42 pieds à 31 face à Loango qui s'est placé deuxième avec tout le regret de son entraîneur, Audrey Ndou-di : « On ne s'attendait pas à ce résultat parce que notre équipe était bien préparée. C'est la fatigue qui a faussé le jeu parce que nous avons joué trois matchs d'affilée. Cet échec nous permet de corriger les prochains résultats. L'année passée nous étions premier, nous avons régressé juste d'un pas ce n'est pas du tout grave. je demande aux joueuses de

garder le moral. C'est la loi du sport, l'année prochaine nous ferions mieux pour reprendre notre place ».

À l'issue du tournoi, le directeur départemental des sports et de l'éducation physique, Joseph Ndinga Biangou, s'est réjoui du bon déroulement des jeux et a félicité la commission technique. « Le niveau universitaire à Pointe-Noire c'est un niveau qu'il ne faut pas bousculer par rapport au calendrier de ses établissements d'enseignement supérieur qui sont des privés avec

Classement définitif :

Football :

1^{er} Loango (9points), 2^e Martinière, 3^e EAD et 4^e SUECO

Basketball :

1^{er} Loango (6 points), 2^e Littoral (3 points), 3^e Martinière (0 point)

Nzango :

1^{er} Martinière, 2^e Loango, 3^e EAD, 4^e Littoral

En gymnastique, tous les concurrents sont de l'université de Loango

Juniors dames: 1^{ère} Belkarlie Bissila (13 pts) , 2^e Géremie Ngoulakobi (12 pts)

Seniors dames: 1-Neslie Louzayadio (11pts), 2^e Magalie Labarra (10)

SH : 1-Biyoudi Gomat (12 pts), 2-Sten Loubassou (11pts), 3-Massoun Ndamba (10 pts)

Pointe-Noire », a-t-il dit avant de féliciter le ministère des Sports pour la relance des jeux universitaires au Congo et leur président, Théodore Tchicaya . Au tournoi de nzango, la Marti-

des programmes différents », a-t-il dit avant de remercier les responsables de ces établissements qui ont honoré à ce programme.

Il a rappelé que les trois meilleu-



L'équipe de basketball de Loango

res équipes de Football, nzango et basketball seront primées ainsi que les trois meilleurs athlètes de chaque épreuve et de gymnastique. Les différents trophées seront remis en présence du représentant du mi-

football de la place en détection. « J'étais surpris de constater que les universitaires pouvaient présenter une bonne technique de football. Il n'y a pas eu des cas de violence et d'agressivité, le faire -play



L'équipe de football de l'université de Loango

nistre qui viendra d'ici peu de Brazzaville.

Le président de la commission technique du tournoi de football, Gabriel Mangoumba a déploré l'absence des représentants de la ligue de football et des dirigeants des équipes de

a dominé. Je souhaite que le tournoi national ait lieu pour ne pas démotiver ces jeunes. Du côté de la fédération, il faudrait qu'il y ait des représentants pour la détection des jeunes qui émergent ».

Charlem Léa Legnoki

CHAMPIONNAT NATIONAL

Étoile du Congo confirme sa première place de leader

Après sa victoire 1-2 contre la Mancha le jeudi 26 mars au complexe sportif de Pointe-Noire, en match comptant pour la 17^e journée du championnat national, l'Étoile du Congo a confirmé sa première place de leader et compte désormais 32 points.

Le match s'est joué avec une détermination accrue pour les deux équipes, mais c'est l'Étoile du Congo qui a fini la rencontre avec le sourire en l'emportant 1-2. L'équipe de la Mancha était trop dilettante et s'est laissé surprendre par la jeunesse triomphante stelliènnne, incarnée par un certain, Rochel Kifouri, auteur d'un doublé à la 14^e et 38^e minute.

Asphyxiée par les vert et jaune, la Mancha a subi une défaite logique à domicile devant une équipe de l'Étoile du Congo bien inspirée et même dominatrice. Après une première période bien décevante, les joueurs de la Mancha tentent de revenir



Les deux équipes sur l'aire de jeu crédits photos ADIAC

dans le match en réduisant le score dès la 46^e minute, le but est signé, Niambi.

Le match se poursuit dans un faux rythme, sans enjeux et avec de pertes de balles dans les axes et au milieu. Le manque d'altruisme et le gâchis d'actions dans les derniers périmètres du carré vont donc priver le spectacle aux supporters.

Béranger Itoua, excentré droit de l'Étoile du Congo écope d'un carton rouge et oblige son équipe d'évoluer à 10 contre 11 pendant plus de vingt minutes. Malheureusement, cette infériorité numérique ne va pas profiter à la Mancha, car les stelliens ont su réagir avec sang-froid, scellant définitivement le sort de leur hôte.

Au finish, la Mancha s'est inclinée devant son public (1-2), et la note aurait pu être encore plus salée si les joueurs de l'Étoile du Congo avaient concrétisé toutes leurs actions en fin de match.

Prosper Mabonzo

RUGBY

DHL Africa As One donne un coup de projecteur à la discipline à Kinshasa



Les enfants s'initient au rugby à Kinshasa grâce à DHL Africa As One

Agents féminins de DHL remettant des pagnes aux femmes pensionnaires de l'Hospice des vieillards de Kabinda

Le DG Bernard Malaba entouré par des collaboratrices

Dheins Nseka de DHL-RDC, Isindomi d'Africa As One, Lilian Kanyi responsable communication de DHL Afrique de l'Est et Centre, Hein Ferreira d'Africa As One, Leaticia de DHL-RDC et Mohau Ralecketta

L'ophtalmologue sud-africain Mohau Ralecketta effectue un test de vue sur une femme

Une agent de DHL remettant un pagne à une pensionnaire de l'Hospice des vieillards de Kabinda

Groupe de Danse du personnel de DHL a agrémenté l'événement

La danseuse Benedict et son groupe ont livré un spectacle à la manifestation

L'équipe du projet « DHL Africa As One » effectue un séjour d'une semaine à Kinshasa en RDC, dans le cadre du grand et ambitieux voyage que les sept membres de cette équipe ont entrepris pour faire découvrir le rugby sur le continent africain. Partenaire logistique officiel de la Coupe du monde de rugby 2015 en Angleterre, le géant de l'expédition des colis dans le monde, à travers le projet Africa As One, parcourt quarante-cinq pays pour faire la promotion du rugby en Afrique et pour apporter toute la splendeur de l'Afrique. Tout a débuté en octobre 2014 à Cape Town en Afrique du Sud, pays de la balle ovale, et s'achèvera en septembre 2015 en Angleterre.

Le samedi 21 et le dimanche 22 mars, DHL Africa As One a été très actif à Kinshasa avec deux grandes manifestations. La journée du dimanche a été marquée par une activité ludique d'initiation des enfants et de certains adultes intéressés au rugby sur terrain de l'école Belge. Plus d'une cinquantaine d'enfants ont pris part à ces ateliers. L'événement s'est déroulé dans une ambiance festive, agrémenté par un groupe de danse. Hein Ferreira d'Africa As One a expliqué la quintessence du projet, dont les objectifs sont de promouvoir le rugby en Afrique, de distribuer les objets classiques aux enfants et de faire des tests optiques pour ensuite distribuer des lunettes médicales aux personnes ayant des difficultés de lecture. Hein Ferreira a affirmé que 114 lunettes ont été gratuitement distribuées à Kinshasa. Enfin, Africa As One produit des vidéos de la nature des pays déjà parcourus qui sont mises en ligne afin de partager la beauté du continent. Ceci corrobore les propos de Charles Brewer, directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne, qui déclarait en octobre 2014 à Cape Town lors du

départ de la caravane : « Parallèlement aux activités ayant trait au rugby et relevant de la responsabilité sociale de notre entreprise, nous nous attachons à immortaliser, par des vidéos, des photographies spectaculaires et des messages postés sur nos blogs, l'immense beauté de l'Afrique ainsi qu'à partager et à célébrer ce continent et tout ce qu'il a à offrir afin de faire découvrir un peu l'Afrique à tous ceux qui n'auront peut-être pas la chance de s'y rendre ».

Le dimanche 23 mars à l'école belge, le directeur général de DHL-RDC, Bernard Malaba a, à ce sujet, indiqué : « La RDC est le 21e pays que DHL Africa As One vient de parcourir. Cette campagne donne un coup de projecteur au rugby qui n'est pas très pratiqué au pays, mais qui est un sport national en Afrique du Sud. La campagne vise à éveiller l'intérêt du rugby sur un continent qui vit au rythme du football et aussi fêter l'Afrique notre terre. En plus du sport, DHL Africa As One, c'est aussi la dimension sociale avec le test optique gratuit et la distribution des lunettes aux personnes ayant des difficultés de vue ». Arrivée à Kinshasa le samedi, la Kenyane Lilian Kanyi, responsable du marketing et de la communication de DHL pour l'Afrique de l'Est et Centrale, a, elle aussi, insisté sur le sens de l'action d'Africa As One, celui d'éveiller l'intérêt du rugby aux enfants congolais, de rencontrer les personnes âgées pour leur offrir de l'aide par le test gratuit de vue et les lunettes dans le cadre de la responsabilité sociale de DHL.

Tests optiques et distribution gratuite des lunettes...

Et justement, la journée du samedi 22 mars a été consacrée à l'aspect social de la campagne. Deux

hospices des vieillards de la capitale ont bénéficié de l'aide de DHL Africa As One. Grâce au partenariat avec Mercy Ships, les Drs Hein Ferreira et l'ophtalmologue Mohau Ralecketta ont fait des tests oculaires gratuits à une cinquantaine de personnes qui ont de difficultés de lecture à l'Hospice des vieillards de Saint-Pierre dans la commune de Kinshasa. Chacune de personnes examinées s'est vu octroyer une paire des lunettes de lecture. La sœur religieuse Germaine Mikubu de l'hospice gérée par la paroisse catholique Saint-Pierre de la commune de Kinshasa a exprimé sa gratitude à DHL qui a ainsi participé à la prise en charge des vieillards de ce home des personnes du troisième âge.

Ensuite, c'était le tour de l'Home d'abord les vieillards de l'avenue Kabinda dans la commune de Lingwala où les pensionnaires ont été consultés avant de recevoir chacun des lunettes. Et les vieilles femmes hébergées dans cet hospice ont reçu chacune un pagne de la part des agents féminins de DHL RDC dans le cadre du mois de mars consacré à la femme, dans la continuité de la Journée internationale de la femme célébrée le 8 mars de chaque année. « DHL a pensé aux femmes du troisième âge en ce mois de la femme, car DHL s'occupe aussi du social et ce ne sera pas la dernière fois, DHL va revenir prochainement pour apporter encore son soutien à ces femmes vulnérables », a indiqué Hortense Lubuma, chargée de recouvrements de la firme spécialisée dans l'expédition des colis. La responsable du Home d'abord les vieillards, Cécile Kombi Bongongo a vivement remercié DHL pour l'aide apportée à ces personnes de troisième âge qui ont aussi besoin d'affection. Après Kinshasa, Africa As One ira au Congo Brazzaville.

IN MEMORIAM

29 Mars 2014 – 29 Mars 2015

Voici un an, jour pour jour que notre regret-tée fille et amie Gertrude Debora Dacko a été rappelée à Dieu.

À cet effet, Jean Toussaint – Loemba et famille, la veuve Brigitte Dacko et ses enfants prient tous ceux qui l’ont connue d’avoir une pensée pieuse pour elle en ce jour de triste anniversaire.

Une messe d’action de grâce sera dite en sa mémoire le dimanche 29 Mars 2015 à 7h00 en l’église Saint Charles Lwanga sise Boulevard du 15 Août 1963 à proximité du restaurant – bar Gaspard.

« Avec tout notre éternel amour »



CHANGEMENT DE NOM

Je m’appelle Madiamba-Ndotoni, j’aimerais être appelé Ndzio Madiamba Ndotoni Arnaud.

Toute personne justifiant d’un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

Je m’appelle Matsimouna Collette. Je désire désormais être appelée **Loubou Colette**. Toute personne justifiant d’un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE



Les familles Ofoulou et Otongobayi ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur enfant et frère Davy Fiacre Ofoulou survenu ce jeudi 26 mars 2015 à 15 heures au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile sis au n°116, avenue des Fermiers N’Kombo (arrêt Molokaï), Brazzaville. La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement.

26 mars 2009 - 26 mars 2015, voilà six (6) ans jour pour jour que nous a quitté notre chère mère, grand-mère et arrière-grand-mère, la regrettée Bouhoyitsimi Honorine dite Mânorine. A l’occasion de ce triste anniversaire, la famille BOUHOYI prie toutes les personnes l’ayant connue, d’avoir une pensée pieuse pour sa mémoire et de prier pour le repos de son âme. Mâ Norine « très fâchée », à jamais nous chérirons ton souvenir dans nos cœurs. Même 6 ans après, tu nous manques toujours autant.



27 mars 2014 – 27 mars 2015, voilà un an, que nous quittait à Ouesso, le sous-préfet de Souanké, Mathias Adé. En cette date de triste anniversaire, la famille Pacôme Tsiyindou, Jean-Pierre Ngakoumouga, Bernard Dunglo Nkani Okoua, sa veuve Ade Marthe et les enfants Adé et Mathias Lembelet, prient tous ceux qui l’ont connu, d’avoir une pensée pieuse pour sa mémoire et que le Père Tout-puissant lui accorde le repos éternel.



La famille Makondo (clan Matounga ma Malonga), Brice Zoba, ont le regret d’informer les parents, amis et connaissances, le décès de Alphonse Nzinguola dit “Fanfan” survenu le vendredi 20 mars à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au n°410 rue Kintengué à Mpissa (Bacongo). La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement.



3G Services

Devenez
Certifié



LES COMPETENCES INFORMATIQUES
ET LES CERTIFICATS INTERNATIONAUX

3G Services organise à Brazzaville dès le 6 AVRIL 2015, Un programme de formation Cisco avec certification internationale sur le Réseau Informatique intitulé : Cisco Certified Network Associate Routing et Commutation

Coût: A partir de **450 000 F**/payable en tranches **Durée:** 2 Mois **Horaires:** 18H **Public:** Entreprise & Individuel

FORMATION FAITE DIRECTEMENT SUR LES EQUIPEMENTS CISCO

CCNA Partie 1-1 (ICND 1)	Interconnexion de périphériques Cisco, fonctions du routage, Ethernet et LAN, IOS Cisco, Réseaux sans fil, Comprendre la commutation, Maximiser les bénéfices de la commutation, Comprendre les problèmes de commutation.
CCNA Partie 1-2 (Suite ICND 1)	Configuration du Routeur Cisco, paquets réseau, Cisco SDM, Utilisation des équipements Cisco comme source DHCP, Accès aux périphériques distants, Technologies WAN, Routage statique, Gestion des périphériques Cisco.
CCNA Partie2-1 (ICND2)	Implémentation de VLAN et des Trunks, Maximiser la performance avec le Spanning Tree, Maintenance des Réseaux Commutés,
CCNA Partie2-2 (Suite ICND2)	Opérations de routage, VLSM, Routage Dynamique, le protocole OSPF. L'EIGRP, Les ACL, NAT et PAT, Solutions VPN, Connexion WAN avec PPP, Connexion WAN avec Frame Relay.

Au cours de la formation nous vous préparons à l’examen de Certification Cisco.
Pour les inscriptions et pour tout renseignement veuillez nous contacter aux coordonnées suivantes:
Tel : 050745167/066779255 Email : contact@3g-universel.net

CAN U-20 SÉNÉGAL 2015

Silvère Ganvoula, deuxième au classement des buteurs

L'attaquant congolais occupe la première place des deuxièmes meilleurs buteurs de la Coupe d'Afrique juniors qui vient de s'achever. Explications.



Silvère Ganvoula avec son trophée de l'homme du match crédit photo Adiac

Silvère Ganvoula a inscrit trois buts en trois matchs. L'égalisation face à la Côte d'Ivoire et la réduction du score devant le Nigéria et le Sénégal, dans la phase de poule. L'attaquant congolais n'est pas pour autant le seul à avoir réalisé une telle performance. Amoniyi Taiwo du Nigéria et Sidy Sarr du Sénégal ont également inscrit trois buts chacun. Mais le junior congolais les devance du fait que les deux autres ont atteint la finale. Ils ont donc disputé cinq matchs et ont inscrit trois buts. À la différence de Silvère Ganvoula qui a marqué autant de buts en trois matchs, étant éliminé à la phase de poule.

Par ailleurs, lors de la première sortie des Diables rouges face à la Côte d'Ivoire, Silvère Ganvoula a été sacré l'homme du match. Dans le dernier quart de la rencontre, en effet, il a changé le cours du match en remettant les deux équipes à égalité. Toutes ces performances lui ont valu d'être retenu comme remplaçant de l'équipe type de la compétition. Il est d'ailleurs l'unique congolais sur la liste. Aussi, les statistiques publiées par la Confédération africaine de football, à propos de cette compétition, classe le Congo en 7^e position sur les huit pays participants. La défense congolaise, malgré ses déboires, est classée deuxième avec cinq buts encaissés, l'attaque est en cinquième position.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE LIGUE 1

Nico nicoyé et Cara se séparent dos à dos

Les deux formations ont fait jeu égal, zéro but partout, au titre de la 17^e journée de la compétition.

Face à Nico nicoyé, Cara croyait saisir l'occasion de renouer avec la victoire pour se remettre de sa défaite face à Jeunesse Sportive de Talangai lors de la 16^{ème} journée. Malheureusement pour les rouge-et-noir, le match ne s'est pas déroulé comme ils l'ont souhaité. Nico nicoyé a re-

fusé de tomber face à Cara. Les Aiglons ont, en effet, été accrochés par l'équipe de Pointe-Noire au point de les empêcher de voler plus haut. Ils se sont, cependant, arrangés de sorte à ne pas se faire déplumer en évitant la défaite pour se contenter d'un match nul. Dans l'autre rencontre, Diables noirs n'a-



La sortie de Cara et Nico nicoyé crédit photo Adiac

pas laissé à l'AC Cheminots de Pointe-Noire le temps de respirer. Les diabolins ont pesé lourd sur la balance pour faire fléchir leur adversaire puisqu'ils l'ont emporté 4 à 0. Les attaquants Kollo Lorry et Mvété se sont partagé les tâches. À la première mi-temps, le premier a fait un doublé et à la seconde période, le second a fait autant. Les deux ont donc inscrit les quatre buts du match.

À Pointe-Noire, Étoile du Congo, qui a divorcé d'avec les défaites depuis un certain temps, a encore une fois de plus réalisé un succès. La Mancha qui recevait les Stelliens n'a pas pu pour autant les contenir. Orphéline du meneur Moïse Kounkou et du portier Pavelh Ndzila, appelés en équipe nationale des U-23, Étoile du Congo a su tirer l'épingle du jeu. Elle l'a emporté 2-1 et se maintient dans le carré d'as.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

Les leçons du Salon du livre de Paris 2015

Les Dépêches de Brazzaville ayant conduit de bout en bout et réussi de façon indiscutable l'opération qui visait à faire une nouvelle fois du Stand « Livres et auteurs du Bassin du Congo » le point de rencontre de la diaspora de l'Afrique centrale, il nous appartient aujourd'hui de tirer les leçons de l'édition 2015 du Salon du livre qui s'est tenu à Paris du 19 au 23 mars.

Voici donc, résumé en quelques phrases, ce que l'on peut et doit retenir de cette nouvelle, belle et grande aventure.

1) L'Afrique centrale est de moins en moins perçue comme une région de la planète vouée à la misère, à l'illettrisme, à la violence telle que la présentent volontiers les grands médias occidentaux. Elle s'impose de jour en jour, et malgré les crises qui la déstabilisent, parmi les espaces humains les plus vivants, les plus prometteurs du monde de demain. Ce qui explique l'intérêt croissant que lui portent les diplomates et les grandes entreprises mais, plus encore, les simples particuliers. En a témoigné de façon stupéfiante pendant quatre jours, du 19 au 23 mars, l'affluence des visiteurs

de tous âges et de toutes origines sur le stand « Livres et auteurs du Bassin du Congo » dont le graphisme vert était visible de partout.

2) Au cœur du processus qui attire la foule sur ce lieu d'exception se trouvent, de façon évidente : la littérature, l'art, la culture au sens le plus large du terme. Une preuve irréfutable nous en a été fournie à nouveau cette année puisque la plupart des débats organisés sur le stand – quarante au total ! – ont attiré un public passionné qui écoutait avec attention les intervenants et n'hésitait pas à poser des questions aux intervenants. Qu'il s'agisse de la traite négrière, de l'électrification du continent, de la condition féminine, de la production littéraire, de la protection de l'environnement, du Slam et de la musique africaine, de la protection des droits d'auteur ou de bien d'autres sujets, le public était toujours présent, curieux, attentif, passionné même.

3) Tout aussi significative, sinon même plus, a été la participation des écrivains, des chercheurs, des poètes, des journalistes aux débats et entretiens programmés sur

le stand. D'Henri Lopes à Jean Bofane en passant par Sami Tchak, Gabriel Kinsa, Théo Ananissoh, André Patient Bokiba ou Dieudonné Niangouna, la liste est longue, très longue, des femmes et des hommes de lettres qui, ayant choisi de venir présenter leurs œuvres sur le stand, signer leurs livres, débattre avec le public, sont repartis convaincus que l'Afrique, leur Afrique, n'émerge pas seulement dans le domaine de l'économie mais s'impose de jour en jour comme le continent le plus créatif, le plus imaginaire de la planète.

4) Sur un plan nettement plus terre à terre mais très révélateur, l'on a vu défiler sur le Stand « Livres et auteurs du Bassin du Congo » des personnalités de premier plan, tel le Premier ministre français, Manuel Valls, qui dégusta, avec un plaisir non feint, l'assiette brésilienne qui lui était tendue, tel le Maire de Bordeaux et candidat potentiel à l'élection présidentielle de 2017, Alain Juppé, tel le ministre congolais de l'Économie forestière et du développement durable, Henri Djombo, tel le Président de la Fondation Énergies pour l'Afrique, Jean-Louis Borloo. Sans

parler des diplomates de haut rang, trop nombreux pour être cités ici, qui venaient se détendre chez nous, bavarder et prendre un bain de foule revigorant avec un plaisir non feint.

Conçu à l'origine comme une vitrine du Congo, « Livres et auteurs du Bassin du Congo » est devenu une vitrine de l'Afrique tout entière. Et c'est ce qui explique pourquoi la « Radio du monde », RFI, qui feint de nous ignorer et ne cite jamais Les Dépêches de Brazzaville dans ses revues de presse, avait choisi ce lieu d'exception pour enregistrer les émissions littéraires d'Yvan Amar, puis faire remettre à deux jeunes écrivains africains le Prix Stéphane Hessel 2015 par la Présidente de France Médias Monde, Marie-Christine Saragosse !

Comment ne pas conclure cette réflexion en rendant hommage à l'équipe des Dépêches de Brazzaville et de la Librairie-Galerie Congo qui a su faire, en six ans, de « Livres et auteurs du Bassin du Congo » un rendez-vous culturel aussi unique qu'incalculable

Jean-Paul Pigasse